



Titre du Programme/Projet : « **Initiatives pour une Réduction des Effets Néfastes des Changements Climatiques dans le Cercle de Nara** ».

Zones d'intervention : Région de Koulikoro, cercle de Nara, communes de : Dily, Fallou, et Niamana.

Domaine prioritaire du Plan Stratégique 2017-2020: **Eau**
Produits du Plan Stratégique 2017-2020 :

Nom du Soumissionnaire : UNICEF

Signature (Fonds Climat):



Mois/Année 31/05/2021



Signature (Soumissionnaire) : **La Représentant Résidente Sylvie FO**

...31.../...05.../2021.



Période du programme :	2020-2022	Ressources totales requises: 533 995 000 FCFA \$ 1 067 990
Numéro du Programme :		Ressources totales allouées:
Date de démarrage :	Juin 2021	• Fonds Climat Mali : 497 195 000 FCFA \$ 994 390
Date de fin :	Mai 2023	• UNICEF 31 800 000 FCFA \$63 600
		Bénéficiaires : 5.000.000 FCFA \$10 000

TIV
MO ND

Description sommaire (200 mots)

Le présent programme dénommé « Programme de Réduction des Effets Néfastes des Changements Climatiques dans le Cercle de Nara » vise à faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, de conservation et valorisation des ressources en eau au bénéfice des populations vulnérables au changement climatique.

Pour l'atteinte des objectifs cités, les activités du programme porteront notamment sur :

- la réalisation de neuf Systèmes Hydrolique Villageois Améliorer Mixe (SHVAM), le captage des eaux de toit pour usage domestique, la réhabilitation de six mares en vue d'augmenter leurs capacités de mobilisation et de conservation des eaux de pluie, la réalisation d'activités génératrices de revenus notamment le maraichage et la pisciculture autour des adductions d'eau

- l'organisation de sessions de formation sur les différents volets du projet

- l'organisation de sessions de sensibilisation sur les différents volets du projet.

Le projet sera réalisé dans les communes de : Dily, Fallou, et Niamana.

Pour un montant total de « Cinq cent trente trois millions neuf cent quatre vingt quinze mille francs CFA (533 995 000 CFA) » dont une contribution de 497 195 000 FCFA de Fonds Climat Mali, il a une durée de vingt-quatre (24) mois. Il sera mis en œuvre par deux ONG Nationales constituées en consortium dénommé « **Consortium BENKAN** ».

Organisations / institutions participantes

Nom de l'Organisation/Institution	Personne Contact et Adresse
Groupe de Recherche pour l'Aide à la Femme et à l'Enfant (GRAFE)	Directeur de l'ONG GRAFE Amadou Katilé 66 92 78 65/76 18 29 47 grafe@afribonemali.net
Groupe pour le Développement Communautaire (G.D.Com)	Directeur de l'ONG G.D.Com Souleymane Diabinta +223 63 36 33 20/76 33 7038 gdcamong@yahoo.fr
UNICEF	Représentante de l'UNICEF au Mali Sylvie FOUET sfouet@unicef.org

LETTRE DE SOUMISSION

Bamako, le 31/05/2021

A Madame la Coordinatrice du Fonds Climat- Mali

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de soumissionnaire, pour l'appel à Proposition de Programme/Projet pour le changement climatiques dans le cadre du Fonds Climat Mali concernant le domaine de : l'Eau.

Nous vous soumettons par la présente notre Proposition, qui comprend :

- La présentation de notre Institution/Organisation ;
- La présentation du Programme ;
- Et les diverses annexes du Programme,

Tout en espérant une suite favorable à notre proposition, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité:

Nom et titre du signataire : Sylvie FOUET

Nom du soumissionnaire : UNICEF

Adresse : UNICEF Bamako, Niamakoro, BP 96, République du Mali

Signatures des organisations et institutions participantes (y mettre cachet)



Nom de l'Organisation/Institution	Personne Contact et Adresse
GRAFE (Groupe de Recherche pour l'Aide à la Femme et à l'Enfant)	Amadou Katilé Contacts: 66 92 78 65/76 18 29 47 Mail: grafe@afribonemali.net
G.D.Com (Groupe pour le Développement Communautaire)	Soumissionnaire Contacts: 76 33 70 38/ 63 36 33 20 Mail: gdcomong@yahoo.fr



MV
MD

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION/INSTITUTION SOUMISSIONNAIRE (1page)

Nom de l'Institution/organisation : UNICEF

Nom, titre et Adresse de la Personne

Adresse :

Brève présentation de l'institution /organisation

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) est une agence de l'Organisation des Nations unies qui travaille pour l'amélioration et la promotion de la condition des enfants et des mères. L'UNICEF œuvre dans 190 pays par l'intermédiaire de ses programmes de pays et de ses Comités nationaux.

C'est en 1966 en Inde du Nord que l'UNICEF a commencé les activités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement suite à une terrible sécheresse qui avait affecté des centaines de villages. Depuis, l'UNICEF a travaillé dans plus de 90 pays afin d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et en organisant des campagnes pour la promotion de l'hygiène. Dans le cadre du plan stratégique global 2018-2021 de l'UNICEF, la vision pour le secteur EAH est la réalisation des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement pour tous. Les objectifs de la stratégie EAH sont, d'ici à 2030, (i) assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable, (ii) assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable. Dans cette perspective, UNICEF considère le secteur EAH comme fondamental pour renforcer la résilience des communautés et contribuer à la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et la protection de l'environnement.

L'UNICEF s'investit au Mali depuis 1960 pour sauver des vies et protéger les droits des enfants. L'UNICEF développe des programmes quinquennaux dont l'actuel, couvrant la période 2015-2019, entre l'Unicef et le gouvernement du Mali s'inscrit dans les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, et dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018). Il est mis en œuvre dans le cadre de l'UNDAF Plus 2015-2019. L'objectif général du Programme pays 2015-2019 est d'accompagner le gouvernement du Mali pour accroître un accès plus équitable aux services sociaux de base, renforcer la résilience des communautés, soutenir les systèmes de prestation de services, les politiques et budgets sensibles à la situation des groupes et des enfants les plus défavorisés, tout en assurant une meilleure transition de l'humanitaire vers le développement. Le prochain cycle est en cours de développement et s'étalera sur la période 2020-2024.

L'UNICEF au Mali s'est efforcé de trouver un équilibre entre la réponse humanitaire dans les zones touchées par le conflit et le travail axé sur le développement en appuyant le gouvernement pour les objectifs à long terme. Ceci a été réalisé en renforçant la présence de l'UNICEF au niveau national et régional. L'UNICEF travaille assidument à la résolution des inégalités et à l'amélioration de l'accès des enfants, des femmes et des communautés du pays aux services de santé, à une eau potable, un assainissement et une hygiène améliorés, ainsi qu'à l'information, l'éducation et à la protection.

Dans le cadre du cycle de programme actuel de l'UNICEF au Mali, plus de 693,326 personnes, depuis 2015, ont bénéficié d'un accès amélioré à l'eau à travers les interventions directes de l'UNICEF, dont environ 506,526 personnes dans les régions du Nord et Mopti. UNICEF met actuellement en œuvre dans la région de Mopti des projets de pompes à motricité humaines (PMH) et de Système Hydrauliques Villageois Améliorés (SHVA) de source d'énergie photovoltaïques ainsi que des programmes d'ATPC et de WASH dans les institutions (écoles et établissements sanitaires).

UNICEF dispose d'un bureau principal à Bamako et 5 bureaux de zone (Sikasso, Kayes, Mopti, Gao, Tombouctou) couvrant ainsi tout le pays.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

1. Analyse de la situation (3 pages)

Zone d'intervention

Le présent programme sera mis en œuvre dans la région de Koulikoro et précisément dans le cercle de Nara. Il couvrira les communes de : Dily, Fallou, et Niamana.

Le cercle de Nara est une collectivité territoriale du Mali dans la région de Koulikoro avec une population de 360 310 hbts

Il compte 11 communes : Allahina, Dabo, Dilly, Dogofry, Fallou, Guénéibe, Guiré, Koronga, Nara, Niamana et Ouagadou.

Ce choix a été fait sur la base de : (i) la durée d'intervention et expérience des membres du consortium dans la zone, (ii) le degré de vulnérabilité aux Changements Climatiques, (iii) le degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, (iv) la possibilité de synergie avec d'autres partenaires intervenant dans la zone, (v) le niveau d'organisation des groupements communautaires, potentialités pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation (terres, ressources en eau, ressources pastorales, ressources piscicoles et ressources humaines).

Voir Annexe.

Problèmes à résoudre et défis à relever

Avec ses 360 310 hbts, le cercle de Nara est principalement constitué d'éleveurs et d'agriculteurs compte tenu que la zone soit située sur la partie nord du pays où la pluviométrie est faible.

Jadis la pluviométrie qui variait entre 600 et 800 mm par an a chuté pour atteindre la barre critique d'une moyenne annuelle de 300 mm au cours des 10 dernières années. Ainsi, la zone agro-climatique Sahélienne peu propice aux activités de production agricole a progressivement pris la place de la zone-agro climatique initiale de type soudanien très indiquée pour ces activités.

Dans le cercle, les productions annuelles de céréales sont fortement liées à la pluviométrie. Actuellement à cause de la variabilité climatique, les productions sont insuffisantes pour satisfaire les besoins des populations locales.

La production de bétail est très importante pour l'économie locale voire nationale. Cependant, à cause de la sécheresse extrême des années 1970 et 1980, une grande partie du cheptel a été décimée et cela a provoqué la désarticulation de l'économie.

Aussi, la plupart des forêts inondées ont disparu du fait de la surexploitation. Les pâturages ont été défrichés et les forêts déboisées à des fins agricoles.. Les populations ont été principalement affectées par la dégradation de leur environnement. Ces contraintes sont dues en partie aux sécheresses et mauvaises pluviométries récurrentes depuis les années 1970.

Les sécheresses des dernières années subséquentes aux changements climatiques ont fragilisé les systèmes de production fortement dépendants de la pluviométrie. Les ressources en eau de la zone du projet ont été particulièrement sensibles aux modifications du climat et à la variabilité climatique. Le régime des pluies est devenu imprévisible et très déficitaire. L'élévation anticipée des températures, qui engendre une évapotranspiration accrue et une diminution des précipitations aggrave la vulnérabilité aux conditions climatiques des populations dont la survie est fortement dépendante des ressources en eau.

Ce déficit pluviométrique a entraîné le tarissement voire la disparition des marigots et des mares. Les crues ne sont plus maximales et les décrues sont devenues précoces. Les pluies n'étant plus abondantes les nappes phréatiques se rechargent difficilement à cause de la variabilité pluviométrique et la hausse des températures, avec comme corollaire le tarissement précoce des

puits conduisant à de graves pénuries d'eau dans la zone. Ainsi, les populations riveraines s'approvisionnent directement au niveau des cours d'eau naturels et des puits traditionnels avec tout le risque que cela comporte (maladies diarrhéiques, cholera, bilharzioses, etc.).

Par ailleurs, à cause des changements climatiques, les mares sont sujets à des assèchements précoces à cause du phénomène de l'évapotranspiration. Ceci a eu des incidences sur la productivité, la production maraîchère et piscicole pour un meilleur accès à la sécurité alimentaire et à d'autres besoins socio-économique de base.

L'activité de la pêche, tributaire de la ressource en eau, est menacée par divers facteurs comme le déficit pluviométrique ou encore le comblement des cours d'eau ainsi que par son exploitation et sa gestion. Les zones de pâturage se rétrécissent à cause de la réduction des plans d'eau mais surtout à cause de l'extension du front agricole. Les zones de pâturage sont des sites de frayère et donc constitue un enjeu majeur pour la sauvegarde des espèces qui y habitent. Aujourd'hui, l'adéquation entre les prélèvements et la productivité des pêcheries demeure un enjeu majeur dans le cadre de la gestion durable des stocks de poisson car la capacité de renouvellement de la population halieutique se révèle faible par rapport aux prélèvements dont elle fait l'objet.

L'aggravation de la pauvreté a conduit à la destruction progressive de l'environnement déjà fortement affecté par les facteurs climatiques, qui est le support des activités de production agricole.

Interventions en cours /prévus

Dans la zone d'intervention du programme, plusieurs initiatives d'adaptation aux changements climatiques ont été développées par certains partenaires au développement intervenant dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Il s'agit entre autres :

- Le Projet d'appui à la foresterie communautaire dans le cercle de Nara pour l'adaptation au changement climatique (PAFAC) de l'AGCC,
- Le projet de restauration et conservation des espèces locales en voie de disparition dans quatre (4) communes du cercle de Diéma par l'ONG GRAFE,
- Promotion des banques de céréales dans les 11 communes du cercle de Nara AFD (Agence Française de Développement)
- Création d'un centre multifonctionnel pour les femmes de la commune de Guiré cercle de Nara CARE- Mali),
- Projet d'accès à l'eau potable - STOP SAHEL,
- Programme de sécurité alimentaire d'AGRO-ACTION ALLEMANDE,
- Programme de sécurité dans les communes de Fallou et Niamana – SAHEL 21.

Ce sont tous des actions salutaires mais l'immensité de la zone et des besoins face aux changements climatiques exigent des interventions complémentaires.

Ainsi, le programme entend faire la promotion des points d'eau modernes et ldes réténues d'eau de surface pour un meilleurs accès à l'eau potable par les populations à trvers la réalisation de neuf **Systèmes Hydroligue Villageois Améliorer Mixe (SHVAM), le surcreusement de 6 mares et la récupération des eaux de surface à partir le système de captage des eaux de toits.**

Valeur ajoutée de la proposition

La valeur ajoutée du programme est qu'il vient renforcer des actions déjà en cours dans la zone. Aussi les interventions en cours ou passées ont un caractère sectoriel tandis que le présent programme a une dimension multisectorielle. Cela favorisera une certaine synergie d'action dans la zone du projet. Le programme va utiliser l'approche participative et andragogique pour

renforcer la résilience des populations, prenant en compte la durabilité environnementale, sociale, institutionnelle et financière des mesures d'adaptation.

Aussi dans un contexte de changement climatique le programme va promouvoir des solutions améliorant la résilience des communautés face au changement climatique, en développant des axes de synergie d'intervention en matière de coordination des actions, de recrutement, de communication, de renforcement de capacité, de suivi/évaluation et de capitalisation des expériences.

La Gestion Axée sur les Résultats (GAR) sera l'un des éléments clés dans la planification du programme. Pour une meilleure appropriation des actions, l'accent sera mis sur la sensibilisation, la formation et la participation tout en mettant en place un mécanisme de pérennisation de l'appui au niveau de la zone.

- L'utilisation de panneaux photovoltaïques comme source d'énergie renouvelable pour l'alimentation en énergie des adductions d'eau permettra de limiter au minimum les coûts d'exploitation des adductions d'eau, et de mieux protéger l'environnement par la promotion d'une énergie renouvelable, en comparaison aux adductions d'eau alimentées par énergie fossile (carburant et groupe électrogène).

- L'implication de l'ensemble des acteurs concernés (élus, autorités administratives et communales, leaders communautaires, les associations de femmes et de jeunes filles, la Direction Régionale de l'Hydraulique de Koulikoro, le service de l'élevage et de la pêche de Nara à toutes les étapes du projet permettra une bonne appropriation du projet un réel transfert de compétence dans la gestion technique et financière des ouvrages pour une meilleure pérennité des installations.

- Ce projet sera mis en œuvre conjointement par le consortium BENKAN et l'UNICEF à travers une collaboration avec le secteur privé malien pour la réalisation des études de faisabilité la construction des travaux d'infrastructures et les activités d'intermédiation sociale.

- Depuis le début du projet et pendant toute la mise en œuvre, les femmes et les filles seront associées et leur pleine participation encouragée/assurée afin que leurs besoins spécifiques et stratégiques soient au centre des solutions qui s'adaptent au mieux aux exigences en matière d'hygiène, de structure et positionnement des points d'eau à travers des espaces de concertations dédiés aux femmes (Focus group discussion) .

Enfin, le projet bénéficiera de la forte et longue expérience technique de l'UNICEF dans la région de Koulikoro dans le domaine de l'hydraulique villageoise ainsi que de la bonne coopération entre le consortium BENKAN et de l'UNICEF. Ce programme sera piloté et suivi par des personnels expérimentés de BENKAN et de l'UNICEF.

2. Modèle logique et cadre de résultats du Programme (4 pages)

Objectif spécifique du Fonds

Faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, de conservation et valorisation des ressources en eau.

Objectif spécifique 1

- Améliorer l'accès durable à l'eau potable aux communautés défavorisées des communes de Dily, Niamana et Fallou dans le cercle de Nara à travers:
 - ✓ la réalisation de neuf Systèmes Hydroliques Améliorés Villageois Mixe (SHAVM) ;
 - ✓ L'organisation de 120 séances d'IEC/CCC sur la gestion des points d'eau ;
 - ✓ La formation de 45 personnes sur la gestion du Systèmes Hydroliques Améliorés Villageois Mixe (SHAVM) et les différentes activités liées à l'exploitation des SHAVM

Résultats attendus

- 18.000 personnes et les bétails des communes de Dily, Fallou et Niamana disposent de 9 points d'eau permettant d'accroître leur accès à l'eau potable
- Les populations de 9 villages des communes de Dily, Fallou et Niamana bénéficiaires des points d'eau adoptent des comportements plus hygiéniques et des bonnes pratiques d'utilisation des points d'eau.
- Pendant toute l'année, 90 personnes mènent des activités piscicoles dans les étangs au tour des points d'eau réalisés dans les communes de Dily, Fallou et Niamana;
- 150 femmes cheffes de ménages exploitent 6,75 ha de jardins maraichers durant toute l'année grâce à la disponibilité d'eaux d'évacuation des étangs piscicoles.

✓ Produit 1: **Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable**

Activité 1 : Mise en place de 9 comités de gestion constitués de 5 membres (d'hommes et femmes) chacun seront mis en place

Activité 2 ; Formation des membres du comité en gestion cumulée des Systèmes Hydroliques Améliorés Villageois Mixte (SHVAM)

Activité 3 Installation d'adduction d'eau potable multi village : Il s'agit de préparer 10 Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et recruter une entreprise qui réalisera un système d'adduction d'eau multi villages dans 9 villages de la zone d'intervention. Pour l'adduction d'eau il sera prévu un château et le système de canalisation.

Activité 4: Sensibilisation : Il s'agit à travers ce programme de procéder à 120 séances d'IEC/CCC pour une meilleure implication de tous les acteurs (communautés, services techniques, ONG, les agents de santé, les enseignants, comité de gestion et les bénéficiaires) pour une gestion participative et durable des points d'eau.

Activité 5 : creusement d'étangs piscicoles :

Un avis d'appel d'offres sera lancé pour le recrutement d'une entreprise qui dispose des engins lourds et capable de creuser les étangs piscicoles. La population fournira la main d'œuvre pour le ramassage des branchages et les travaux de finition. La mise en eau des étangs se fera par l'utilisation de pompes solaires.

Activité 6 : Formation : 12 séances de formation seront organisées pour initier 400 personnes aux différentes techniques de pisciculture, et au choix des espèces à élever.

Activité 7 : : choisir 90 pour la gestion des étangs

Activité 8 : Des magasins de stockage d'aliments et de produits seront construits (09 au total).

Les communautés participeront physiquement aux travaux complémentaires.

Activité 9: Approvisionnement des étangs : Des alevins seront achetés à Bamako pour approvisionner les étangs. De même des aliments, produits et engins d'exhaure seront mis à la disposition des pisciculteurs en une seule fois.

Activité 10: Production de poissons dans les étangs : Les étangs bénéficieront de tous les soins nécessaires pour une meilleure production notamment : traitements des alevins, alimentation, pesées. Les pisciculteurs seront appuyés dans la recherche des marchés potentiels pour l'écoulement des stocks de poisson arrivés à maturité.

Activité 11 : Vente de la production piscicole sur les marchés locaux

Activité 12 : Aménagement de 9 périmètres maraichers liés aux étangs piscicoles pour les femmes : les sites maraichers seront sécurisés avec du grillage soutenu par des cornières distante de 5 m. Chaque site sera muni d'une porte de 2 battants.

En effet, l'activité de maraichage concernera directement 150 femmes cheffes de ménage dans 9 villages. Ces femmes exercent le maraichage, le petit commerce, les travaux collectifs pendant les

périodes de culture et de récolte pour assurer leurs besoins et ceux de leurs familles. Le projet les aidera à rendre l'activité de maraîchage plus visible, de la valoriser, de mieux la rentabiliser et de faire d'elle un instrument de lutte contre l'insécurité alimentaire, la nutrition et la pauvreté.

Activité 13: dotation en semences et en petits matériels : les femmes cheffes de ménage, pour la mise en œuvre correcte du maraîchage, seront dotées en semences et petits matériels. Des formations complémentaires seront organisées sur des thématiques de gestion et de maintenance du système d'irrigation, de mise en marché des produits maraîchers et de conservation.

Activité 14: Formation en technique maraîchères seront faites à l'intention des femmes bénéficiaires dans les villages du projet. L'accent sera mis surtout sur les démonstrations.

Activité 15 Récolte et vente des produits maraîchers : Les femmes bénéficiaires récoltent et vendent des produits provenant des jardins maraîchers afin de subvenir aux besoins de leurs ménages.

Activité 16 : Vente de la production maraîchère sur les marchés locaux,

✓ Objectif spécifique 2

Assurer une meilleure maîtrise et exploitation des eaux de surface à travers le captage des eaux de pluies et l'aménagement des mares.

Résultats attendus

- 500 personnes des communes de Dily, Fallou, et Niaman connaissent et accompagnent les populations pour la réalisation des prototypes de captage des eaux de pluie par le toit (type barre foot et type Rain Fondation) ;
- Le bétail des communes de Dily, Fallou, et Niaman dispose de l'eau en permanence à partir de 6 mares aménagées.
- Un comité de gestion de 5 personnes assure chacun la gestion des 6 mares aménagées

Produit 2: Promotion d'ouvrages de gestion pour une meilleure utilisation d'eau de surface

Activité 1 : Formation : Il s'agit d'organiser 20 sessions pour former 500 personnes de la zone en captage des eaux de pluie par le toit (type barre foot et type rain foundation)

Activité 2 : Trois prototypes de système de captage d'eau réalisés

Activités 3 : 6 mares aménagées : Il s'agit de préparer cinq dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et recruter une entreprise qui réalisera cette activité. Les mares seront aménagées avec l'utilisation d'engins lourds. Les communautés participeront physiquement aux travaux complémentaires.

Activités 4: 6 comités de gestion constitués de 5 membres chacun soit 30 personnes seront mis en place formés pour la gestion, des mares ..

Activité 5 : Organisation et réalisation de l'activité d'abreuvage des animaux dans les mares.

Efficacité des activités proposées

Pour la réalisation des infrastructures le consortium travaillera avec les fournisseurs qui disposent du matériel de dernière génération. A cet effet le contenu des TDR d'appels d'offre mettra un accent particulier sur le délai d'exécution, la qualité des matériels, la méthodologie de mise en œuvre, l'expérience et l'expertise. La synergie dans la mise en œuvre des actions du programme permettra une meilleure atteinte des résultats escomptés.

Dans la mise en œuvre des activités, le choix va porter sur les matériels qui n'émettent pas des gaz à effet de serre mais permettant une meilleure adaptation des communautés aux effets néfastes des changements climatiques.

RV
ND

Bénéficiaires et modalités de participations

Le présent programme est une initiative des collectivités des communes de Dily, Fallou et Niamana qui sont tous victimes d'une vulnérabilité d'accès à l'eau. Cette vulnérabilité qui impacte négativement aussi bien sur les êtres humains que sur les animaux est due aux effets néfastes de changements climatiques. Par ailleurs, la même problématique est prise en compte dans les PDSEC des trois communes. C'est ainsi que, les communautés concernées, en collaboration avec le consortium BENKAN qui intervient dans la zone ont décidé d'unir leurs efforts afin d'apporter une solution durable au problème en question.

Dans le souci de mieux concrétiser l'idée du projet et faire une bonne identification, des échanges ont été organisés entre le consortium, les collectivités territoriales concernées, la direction régionale de l'hydraulique de Koulikoro, le conseil de cercle de Nara, le chef de service élevage, le chef service de l'agriculture de Nara. Ce cadre de partenariat ainsi mis en place se poursuivra jusqu'à la fin du programme.

Les bénéficiaires qui sont les communautés de la zone participeront physiquement à la réalisation des travaux de génie civil. Elles bénéficieront des formations adéquates permettant de prendre la relève des activités après la mise en œuvre du programme.

Zone d'intervention et Villages cibles : (Données recensement 2009)

No. ordre	COMMUNES	VILLAGES	NOMBRE DE BENEFICIAIRES			
			Habitants	Hommes	Femmes	Femmes cheffes de ménage
1	Dily	Alasso	5 300 hbts	2 597	2 703	18
		Samé	2 000 hbts	1 000	1 000	18
		Boutika	1 900 hbts	969	931	16
		Tacoutala	1 700 hbts	867	833	
		Samantara	1 800 hbts	882	918	
2	Fallou	Digan	2 800 hbts	1372	1 428	18
		Borodio	2 000 hbts	990	1 010	18
		Soutrabougou	2 800 hbts	1344	1 456	18
		Karfabougou	1 800 hbts	891	909	
		Zangarbala	1 900 hbts	969	931	
3	Niamana	Guerrigabougou	2 000 hbts	980	1 020	18
		N'Tomono	1 700 hbts	841	859	16
		Madinasylla	1 600 hbts	784	816	16
		Tallah	1 700 hbts	867	833	
		Gallo	1 800 hbts	909	891	
TOTAUX			30 902	15 282	15 620	150

3. Pérennité, Complémentarité et Risques du Programme (2 pages)

Pérennité des interventions prévues

Le programme bénéficie d'un appui fort du Gouvernement Malien aussi bien au niveau central qu'au niveau local.

Les activités d'intégration des aspects d'adaptation au changement climatique dans les stratégies, plans et programmes communaux permettront notamment d'assurer la durabilité de l'intervention. A travers la mise en œuvre des actions d'adaptation au niveau communautaire, le programme cherche à avoir une bonne appropriation des mesures d'adaptation par les communautés locales et par conséquent une réplique des mesures promues. Les différentes activités de renforcement des capacités prévues permettront également d'assurer la durabilité des activités du projet.

Le projet prévoit de favoriser l'accompagnement des femmes exploitantes de 6,75ha de jardins marchers par

les autorités communautaires pour une insertion de cette initiative dans les plans de développement des communes en vue de prendre en compte cette action commune un instrument de lutte contre la pauvreté tout en prévoyant des actions de soutiens et de promotions

Des autorités traditionnelles, les jeunes, et la population en générales pour les aider à améliorer la qualité de leurs produits et encourager sa consommation locale

Des services techniques de l'état pour renforcer la productivité, s'impliquer à la résolution de leur problème et encourager la consommation locale

Des radios locales pour faire la promotion de leurs produits, favoriser leur accès au marché,

Ce mécanisme d'accompagnement sera aussi appliqué aux activités de pisciculture et. permettra de :

- Amélioration du statut de la femme cheffe de ménage (renforcement de son droit à la terre et aux facteurs et moyens de productions).
- Promotion de la production de légumes bio par l'utilisation de fumure organique, le compost, les pesticides à base biologique de même que les insecticides (comme la poudre de la graine de neem) seront utilisés
- Promouvoir la consommation des produits locaux comme le poisson et les produits maraichers.
- Amélioration du statut de la femme par la valorisation de son pouvoir économique.
- Appropriation de nouvelles techniques maraichères par les femmes qui étaient en panne d'activités économiques ;
- Augmentation de leur capacité de négociation
- Mise en confiance de la femme cheffe en elle-même par sa participation aux activités de développement, et aux prises de décisions

..Stratégie de mise a l'échelle

Ce programme constitue une bonne base pour l'élaboration d'autres projets/programmes qui seront destinés à un groupe cible plus élargi.

La mise en œuvre du programme aura des effets multiplicateurs. Les formations données sont des facteurs très importants pour la multiplication des actions. Par ailleurs, à travers les visites d'échange d'expériences entre les acteurs des différentes localités, il est envisagé que les mesures d'adaptation promues seront répliquées à d'autres communautés.

L'utilisation de l'IEC/CCC constitue un meilleur moyen pour l'extension des résultats du programme. Les ateliers de partage des résultats seront organisés dans certaines localités.

Les communes voisines pourraient s'inspirer de la réussite du programme pour entreprendre des actions similaires.

La mise en place d'une coordination de gestion du programme, la formation des acteurs locaux constituent des dispositions qui permettront d'assurer la durabilité du projet. L'implication et la participation d'un plus grand nombre de ménages contribueront à soutenir la population pour des actions futures avec l'appui de la commission environnementale.

Complémentarités avec les projets/programmes existant et potentialités catalytiques des financements

Les projets/programmes en cours dans la zone évoluent dans les domaines suivants : sécurité alimentaire, activités génératrices de revenu, changements climatiques qui ont une dimension sectorielle. Les communautés avec le changement climatique présentent des besoins énormes divers qui ne sont pas tous couverts par les projets/ programmes en cours et le présent programme qui à une dimension multisectorielle vient renforcer et compléter les actions déjà entreprises dans la zone.

Plusieurs opportunités d'actions s'offrent à la zone notamment l'intensification de l'agriculture, l'élevage, la pêche, les AGR. Toutes ces actions constituent des créneaux potentiels de financement. Le présent programme ayant donné le ton, préparera les communautés à travailler avec de nouveaux financements et cela à travers les formations données, les sensibilisations faites, l'organisation communautaire pour qu'il y ait une synergie d'actions avec les projets/programmes en cours dans la zone.

Risques du Programme

Les risques possibles sont :

- De lourdes procédures administratives freinent les investissements et l'appui financier destinés aux communauté/ménages les plus pauvres et les plus vulnérables,
- Les impacts des changements climatiques sont plus intenses que prévus,
- Des catastrophes climatiques imprévues viennent perturber la mise en œuvre du programme,
- Des conflits sociaux perturbent l'appropriation de ces pratiques.
- La crise sécuritaire

4. Modalités de mise en œuvre (4 pages)

Arrangement de gestion

Les fonds du programme seront logés dans un compte de UNICEF. La gestion des fonds se fera conformément aux dispositifs de Gestion Administrative et Financière de l'UNICEF d'une part et les termes de la Convention de Financement conclu entre ce dernier et le partenaire financier d'autre part.

Pour faciliter la gestion des activités sur le terrain, un compte secondaire sera ouvert au nom du consortium au niveau de Bamako. Ce compte sera alimenté périodiquement à partir du compte principal et conformément aux plans d'action périodiques et à la justification des dépenses effectuées.

Les biens acquis pour la mise en œuvre des activités seront soumis aux normes généralement admises en matière de bonne gestion et de comptabilité en la matière.

Au plan administratif, le programme sera sous la responsabilité d'un coordinateur qui sera recruté par le consortium. Le consortium recrutera son personnel pour le suivi quotidien des activités sur le terrain (agents). Le siège du consortium sera logé dans les locaux de l'ONG GRAFE considérée comme tête de fil.

Les agents travaillent sous la responsabilité du coordinateur. Par rapport au rapportage, le système suivant sera mis en place :

- Les agents de terrain produisent des rapports mensuels qui seront examinés lors des rencontres mensuelles (planification mensuelle des activités, adoption des rapports sur les activités réalisées).

- Le rapport du coordinateur sera examiné par l'ensemble du consortium en rencontre semestrielle (planification semestrielle des activités et adoption du rapport semestriel)

Le suivi des activités se fera avec les services techniques de la localité et les autorités communales.

Responsabilité des Organisations Participantes et transparence

Ordre	ACTEURS	ROLES ET RESPONSABILITES
1	AEDD/Fond Climat	-Chargé du lancement et du recrutement des organisations. -Chargé de suivi et de la réception des rapports d'activités, de suivi, de capitalisation, de partage d'expériences du consortium Chargé de l'appui conseil des organisatins bénéficiares
2	LE CONSORTIUM	Responsable de la mise en œuvre du projet sur le terrain , Travaille conformément aux orientations et aux engagements qu'il tiendra avec l'UNICEF sur le plan programmatique que financier S'engage à respecter les engagements pris avec l'UNICEF selon les normes les valeurs, Responsable de la gestion du programme et du recrutement du personnel Responsable du suivi, du rapportage et des audits.
3	UNICEF	-Responsable du projet auprès du fonds Climat, Chargée de la reception des fonds du programme et de la mise à la disposition au consortium BENKAN - Contrôle des pièces comptables Reçoit les rapports d'activités et financiers de la part du consortium -Chargé d'accompagner le processus, de mise en œuvre et du suivi du projet. -S'assurer du bon suivi des travaux de réalisation des différents ouvrages (forages, etangs piscicole, mare et jardin marchers) -Se rassurer de la conformité des activités planifiées et réalisées. -Fait des commentaires et de recommandations chaque fois que cela est nécessaire.
4	DRH	-Chargé du contrôle technique des réalisation forages installations faites par les entreprises et bureaux d'études

MV
DD

		-Chargé du suivi des adductions d'eau (les forages les branchements et les installations Reçoit les rapports, tous les documents liés à la réalisation, la gestion des points d'eau.
5	Le service d'élevage de Nara	-Contrôle et suivi des eaux d'abreuvement des animaux - Accompagnement et appui conseil
6	Le Service d'agriculture	-Chargé du suivi des activités de maraichage (realisation des périmètre, developpement des differentes techniques de maraichage, de production. L'utilisation des produits d'entretien. L'engrais organique, des pepticides, les techniques d'arrosage de buttumage -Accompagnement et appui conseil
7	Le service de Peche de Nara	-Chargé du suivi des activités piscicoles. -Accompagnement et appui conseil
8	La population	-Participe à l'identification, à la conception, à la mise en œuvre du programme -Respect des engagements vis-à-vis des partenaires -Appropriation du projet -Responsable du suivi-évaluation
8	Les autorités communales	-Accompagnent le processus de mise en œuvre du projet. -Facilitent la mobilisation des communautés autour du projet. -Assurent la sécurité des équipements et ouvrages et leur utilisation rationnelle. -Respectent les engagements vis-à-vis des partenaires -Responsables de la disponibilité et de la production de la contribution locale.
9	Les association femmes cheffes de menage	-Chargé de l'exploitation des jardins-maraichers. -Respect des engagements et la gestion efficace des périmètres pour une bonne pérenisation des installations.

Une meilleure mise en pratique des rôles et responsabilité de ces acteurs assurera une durabilité du projet qui va se présenter comme suite

La responsabilisation, l'implication des populations à tout le processus de mis en œuvre ce qui permettra aux poplations d'être mieux organisées autour de l'activité et d'être mieux outillé pour une gestion durable du projet. Toujours avec l'utilisation de cette approche participative lors des activités, les visites de terrain, et l'appui conseil permettra aux populations de s'approprier des diffrenets volets du projet en vue de sa conduire après l'intervention et d'assurer sa durabilité. A travers le système de paiement de redevance pour l'eau de consommation pour les personnes, les

animau, et l'exploitation des étangs picicoles et les jardins maraichers, la soutenabilité économique financière de l'ensemble des volets du projet pourront être assurées après l'aide extérieure

La participation des hommes et des femmes au même titre et cela depuis l'identification jusqu'à l'évaluation aux activités du projet constitue une approche genre, d'une reconnaissance de la participation de la femme et de l'homme aux prises de décision et constitue un facteur assez important de durabilité

Capitalisation

En maintenant un partenariat institutionnel constant avec tous ces différents acteurs durant la durée des activités, le programme organisera un atelier de capitalisation qui permettra de documenter les informations utiles et intéressantes sur les expériences acquises par le programme **de Réduction des Effets Néfastes des Changement Climatiques dans le Cercle de Nara** ».

En outre, les leçons apprises de ce programme seront compilées et diffusées à tous les niveaux, à partir de cet atelier de capitalisation

- L'ONG chef de file est le répondant du consortium auprès de l'UNICEF

Pour une question de transparence, les structures membres du consortium travailleront avec le manuel de procédure administratif et comptable de l'UNICEF qui détermine les règles d'achat, de passation de marché, de recrutement

Plan de suivi évaluation et de communication

Suivi des activités

Le dispositif de suivi technique des activités comprend :

- Le suivi de proximité des animateurs ;
- La supervision mensuelle du coordinateur ;

Suivi de la Direction du consortium

- Le suivi trimestriel de la direction du consortium. Il se compose du chargé de projet du consortium, du coordinateur du projet et des animateurs

Le suivi conjoint équipe terrain et autorités locales

- Ce suivi sera semestriel il se fera de façon participative avec l'implication des autorités administratives, communales et l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme comme les services techniques, et les autorités villageoises.

Suivi conjoint de la direction du consortium et DRH

- Le suivi des partenariats technique comme la DRH de Koulikoro se fera quatre fois suivant un plan de collaboration et de suivi qui seront proposés à l'UNICEF et approuvés par le consortium et conformément aux rôles et responsabilités définis. Ce suivi sera axé sur les processus de réalisation des adductions d'eau et de leur gestion

Suivi équipe du projet et services techniques locaux

- Suivi du Service de l'agriculture de l'élevage et de la pêche se fera de façon conjointe selon les clauses définies dans le partenariat notamment entre le consortium et ces services techniques locaux. Ce suivi sera basé sur la réhabilitation des mares et leur gestion, la réalisation des étangs picicoles, des jardins maraichers et infrastructures et de leur gestion.

Chaque niveau de suivi, sera documenté à travers un rapport de suivi qui fera ressortir les avancées enregistrées, les difficultés rencontrées et des recommandations d'amélioration et de suggestions afin de surmonter les difficultés. Ces rapports seront partagés avec l'UNICEF

MV
DD

Des rapports narratifs d'exécution technique seront produits et soumis à l'UNICEF selon les clauses contractuelles convenues.

Visite d'échange et capitalisation

Une visite d'échange sera réalisée par toutes les parties prenantes. Pour la capitalisation des acquis du projet, l'accent sera mis sur le partenariat, le savoir-faire local des associations villageoises, des autorités communales. Pour la diffusion des résultats les représentants de tous les partenaires impliqués seront sollicités.

Évaluation à mi-parcours

Cette évaluation se fera après une année de mise en œuvre du programme. Elle se fera avec l'ensemble des partenaires impliqués (autorités communales, administratives, autorités villageoises, services techniques, et les membres du consortium.)

Les recommandations qui sortiront de cette évaluation seront mises en œuvre durant la deuxième année, suivant un plan d'action préétabli.

Évaluation finale

L'évaluation finale sera commanditée par le consortium, les Termes de Référence seront partagés avec l'UNICEF. Le rapport d'évaluation sera distribué à tous les partenaires.

Audit

Un Audit compilé du programme sera réalisé par un bureau d'Audit agréé de la place commandité par le consortium.

Type d'activité de S&E	Partie responsable	Budget en Dollar	Calendrier
Lancement du programme	Coordinateur du projet	3.670	Durant le premier mois du projet
Suivi des activités du programme	Agents, Coordinateur	44 982	Démarrage à la fin du projet
Rapportage	Coordinateur, Agents		Semestriel
Évaluation finale	UNICEF, AEDD, consortium	11 080	2 mois avant la fin du projet
Rapport de fin de programme	Consortium, Coordinateur		2 mois avant la fin du projet
Audit	Consortium		Fin de projet
Visite des sites	AEDD, UNICEF Consortium, autorités communale, ST, bénéficiaires	7 250	Annuellement

Rapportage

Les rapports (techniques et financiers) seront produits suivant les termes contractuels avec le partenaire financier.

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre juridique (pour les Organisations Participantes des Nations Unies) – une page. Il s'agira d'indiquer quels sont les accords de coopération ou d'assistance qui constituent le fondement juridique des relations entre le Gouvernement du Mali et chaque Organisation Participante des Nations Unies. En cas de PC, le document juridique propre à chaque Organisation Participante des Nations Unies doit être approuvé par l'Organisation des Nations Unies concernée.

MV
ND

Annexe 2 : Modèle Cadre de résultats du Projet

Titre du Projet : «Programme de Réduction des effets néfastes des Changements Climatiques dans le cercle de Nara».						
Objectif spécifique du Fonds auquel le programme/projet va contribuer						
Faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, de conservation et valorisation des ressources en eau.						
Effet attendu						
Il est attendu l'accroissement de l'accès à l'eau des communautés confrontées à des pénuries d'eau induite par la variabilité pluviométrique et la hausse des températures et permettre ainsi la résilience des systèmes de production fortement dépendantes de la pluviométrie. Stabilisation de l'alimentation à travers une disponibilité accrue et régulière de l'eau pour la production alimentaire (humaine et animale). Dans le cadre de l'intervention du présent programme, les actions de mobilisation, de valorisation et de protection des ressources en eau seront privilégiées afin de permettre l'alimentation des populations et de leur cheptel ainsi que pour la promotion des activités de maraîchage et de pisciculture.						
Indicateurs d'Effet	Zone Géographique	Situations de référence ¹	Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques
-Nombre de personnes nouvelles ayant un accès à un approvisionnement d'eau potable et aux services d'assainissement de base	Cercle de Nara : 15 villages dans les communes de Dily, Fallou et Niama	10 000 personnes	28,000 (18,000 personnes nouvelles)	Porteurs de projet	Consortium BENKAN	Les impacts des CC sont plus intenses que prévus Des catastrophes climatiques imprévues viennent perturber la mise en œuvre du projet Les communautés locales ne perçoivent pas les bénéfices des nouvelles pratiques
-Nombre de betails ayant accès à l'eau toute l'année au niveau des abreuoirs des forages ; -Nombre de femmes cheffes de ménage menant des activités de maraîchage		23.000 0 femmes	68.000 (45.000 nouvelles) 150 femmes	Etude par les porteurs de projet Etude par les porteurs de projet		
-Nombre de personne ayant des compétences en technique piscicole -Nombre de personnes menant des activités piscicoles		0 personne	400 personnes	Etude par le porteur de projet		
		A déterminer par l'étude	90 personnes	Suivi régulier du projet		

Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable						Conditions Critiques	Org. Responsable	Moyens de vérification	Cibles finales	Situations de référence	Zone Géographique	Indicateurs de Résultats immédiats	promues ou des conflits sociaux perturbent l'appropriation de ses pratiques
Produit Attendu 1													
<p>Nombre de Système Hydrolique Villageois Amélioré Mixe (SHVAM)</p> <p>2 Nombre (SHVAM)</p> <p>9</p> <p>63</p> <p>120</p> <p>0</p> <p>0</p> <p>0</p> <p>90</p> <p>9</p> <p>400</p> <p>Consortium BENKAN</p> <p>Consortium BENKAN</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapport d'activités</p> <p>-Visites terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>-Rapports visites de terrain</p> <p>Que le financement soit acquis</p>													
<p>Nombre de personnes formée sur la gestion (SHVAM)</p> <p>Nombre de séances réalisées d'IEC/CCC sur l'assainissement et la gestion des points d'eau</p> <p>Nombre d'étangs piscicoles alimentés par les adductions d'eau réalisés pour les activités piscicoles et maraichères</p> <p>Nombre de personnes formées en techniques de pisciculture</p> <p>Nombre de personne menant des activité de pisciculture</p> <p>Nombre de magasins de stockage construits pour conserver les produits et matériels</p> <p>Nombre d'étangs approvisionnés en alevins et intrants</p>													

Nombre de tonnes de poissons produits et vendus à partir des étangs	Cercle de Nara : 15 villages dans les communes de Dily, Fallou et Niamana	0	18	-Rapports visites de terrain	Consortium BENKAN	
Nombre d'hectares de périmètre maraicher sécurisés par du grillage à proximité des étangs		0	6.75 Ha	-Rapports visites de terrain -Rapport d'activités -Visites terrain		
Nombre de femmes cheffes de ménages dotées en semences et petits matériels pour les activités maraichères		Pas de femmes cheffes de ménage formées à notre technique de maraichage	150	-Rapports visites de terrain		
Nombre de femmes cheffes de ménage formées en techniques maraichères dans les communes pour l'exploitation des périmètres		inexistant	150	-Rapports visites de terrain	Consortium BENKAN	
Nombre de femmes disposant d'une parcelle pour le maraichage		0	150 kits complets	-Rapports visites de terrain -Rapport d'activités		
Nombre de matériels et d'intrants par femme		Aucun				
Superficie exploitée par femme			450 m ²	Rapports visites de terrain		
Variétés de produits maraichers du projet disponibles dans les marchés des villages du projet		0	Divers			
Nombre de comités de gestion des ouvrages mis en place et formés			15			
Produit Attendu 2						
Promotion d'ouvrages de gestion pour une meilleure utilisation d'eau de surface						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques
Nombre de personnes formées en technique de captage des eaux de pluie par le toit	Cercle de Nara : 15 villages dans les communes de Dily,	Pas de personnes	500	-Rapport d'activités -Visites terrain	Consortium BENKAN	Que le financement soit acquis

<p>Nombre de mares aménagées pour l'abreuvement de 4 500 animaux durant toute l'année</p> <p>Nombre de familles qui utilisent l'eau de captage pour les besoins et travaux ménagers.</p> <p>Nombre de comités de gestion des ouvrages mis en place et formés</p>	<p>Fallou et Niamana</p>	<p>formées</p> <p>Pas de mares aménagées</p> <p>Les familles n'ont pas de techniques efficace dans ce domaine</p> <p>Aucun</p>	<p>6</p> <p>500</p> <p>6</p>	<p>-Rapport d'activités -Visites terrain</p> <p>-Rapport d'activités -Visites terrain</p> <p>-Rapport d'activités -Visites terrain</p>	<p>Consortium BENKAN</p> <p>Consortium BENKAN</p>	
--	--------------------------	--	------------------------------	--	---	--

RV
DD

Annexe 3 : Modèle Plan de Travail et Budget

Plan de travail relatif à : « Programme de Réduction des effets néfastes des Changements Climatiques dans le cercle de Nara ».

Durée du PC/Projet : 24 mois

Produits attendus du PC/Projet		Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/activité) en Dollar		
			T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4					
1^{er} Produit du programme/projet																			
Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable	Recrutement d'entreprise BTP		X														Cercle de Nara	Consortium BENKAN	0
	Installation de 9 SHVAM		X														Cercle de Nara	Consortium BENKAN	503.530
	Mise en place et 9 comités de gestion des infrastructures, adduction d'eau, étangs piscicoles, et jardins maraîcher		X														Cercle de Nara	Consortium BENKAN	
	Formation de 9 comités de gestion des infrastructures adduction d'eau, étangs piscicoles, et jardins maraîcher		X																7.740
Formation de 150 femmes cheffes de ménage en technique maraîchère		X															Cercle de Nara	Consortium BENKAN	14.340
Formation de 400 personnes en maîtrise des techniques de		X															Cercle de Nara		32.700

pisciculture																							
Choix de 90 personnes pour la gestion des étangs piscicoles	X																					0	
Aménagement de 09 étangs piscicoles	X	X																				15 364	
Construction de 09 magasins pour le stockage des produits	X	X																				18.453	
Approvisionnement étangs en alevins et intrants pour la pisciculture	X	X																				52.920	
Traitement des alevins et alimentation des alevins jusqu'à terme.		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	8.441	
Aménagement de 6.75 Ha de périmètres maraichers		X																				20.569	
Dotation en semences et petits matériels pour le maraichage		X																				16 850	
Organisation de 120 séances d'IEC/CC sur la gestion des points d'eau.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	6 508	
2^{ème} Produit du programme/projet																							
Promotion d'ouvrages de gestion pour une meilleure utilisation d'eau de surface																							
		X																				35.240	
			X																			00	
			X																			5.160	

	Aménagement de 06 mares pour l'abreuvement des animaux															X				Cercle de Nara	Consortium BENKAN	27.868	
	Construction de trois prototype de capacité de 5m3 en BA de diamètre 2,5mx1,10m															X					Consortium BENKAN	3.000	
Coordination & Suivi – Capitalisation-Évaluation et Audit des comptes.																							
Volet gestion du projet ;	Etude de base	X																			Consortium BENKAN	2.500	
	Lancement du projet	X																			Consortium BENKAN	3.670	
	Recrutement et signature de contrat avec les agents de terrain (Un coordinateur et deux animateurs)	X																			Consortium BENKAN	0	
	Achat Matériel roulant pour le terrain	X																			Consortium BENKAN	6.400	
	Fonctionnement Matériel roulant	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Consortium BENKAN	13.440	
	Achat équipements du bureau	X																			Consortium BENKAN	3.850	
	Fonctionnement du bureau.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Consortium BENKAN	38.194	
	Installation de l'équipe sur le terrain	X																			Consortium BENKAN	0	
	Prise en charge du personnel	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Consortium BENKAN	82.489	
	Production de rapports mensuel des agents	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Consortium	0	
	Production trimestrielle du rapport d'activités et financier de l'ONG	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Cercle de Nara	Consortium	1 760
	Suivi des animateurs	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Cercle de Nara	Consortium/ partenaires	

	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Cercle de Nara	00
Suivi du coordinateur	X											20.102,4
Suivi conjoint de la direction du consortium et de la DRH	X											21.542,4
Suivi de la Direction du consortium	X											6.611,2
Suivi du service de l'agriculture et de la pêche	X											2.880
Emission radio et campagne de sensibilisation)	X											10.330
Atelier de partage des resultats												8.370
Atelier de capitalisation												7.832
Evaluation du projet												

RV
BD

Annexe 4 : Budget détaillé

Un budget détaillé doit être établi au titre des fonds demandés auprès du Fonds Climat Mali. Il doit être détaillé pour chaque poste, en fournissant une description du poste et le calcul des coûts.

1. Budget par Catégories et Codes Économiques

BUDGET DU PROGRAMME			
CATEGORIES HARMONISEES DES NATIONS UNIES	MONTANT TOTAL (US\$)	UNICEF	Bénéficiaires
1. Frais liés aux effectifs et autres frais de personnel	82 488		
2. Fournitures, produits de base et matériaux	99 102		
3. Équipements, véhicules et mobilier, amortissement compris	514 607		
4. Services contractuels	156 545		10 000
5. Voyages	0		
6. Contreparties des transferts et subventions	0		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres frais directs	76 594,45	63 600	
Coûts totaux Org. Part. Des N.U	929 336,45	0	0
8. Coûts d'appui indirects	65 053,55	0	0
TOTAL Org. Part. Des N.U	994 390	63 600	10 000
CODE ECONOMIQUE MALIEN (Trésor)			
	MONTANT TOTAL (US\$)	Ministère / EN 1	Ministère / EN 2
	0		
	0		
	0		
	0		
	0		
	0		
TOTAL Ministères / EN	0	0	0
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	0		

Annexe 4 : Tableau des risques

Type de risque (ex. Organisationnel/ opérationnel/financière/tech nique)	Description du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures d'atténuation	Responsable
Opérationnel	De lourdes procédures administratives freinent les investissements et l'appui financier destinés aux communautés/ménages les plus pauvres et les plus vulnérables	I= retard dans le décaissement P=1	Suivi de dossier	Tête de file GRAFE
Environnemental	Les impacts des changements climatiques sont plus intenses que prévus	I= mise en œuvre difficile des activités P= 2	Contact avec le GPA	Consortium
Politique	Des conflits sociaux perturbent l'appropriation de ces pratiques.	I= arrêt des activités P=2	Concertations, échanges, information	Consortium
Sécuritaire	Le surgissement des djihadistes est une psychose dans la zone	I = arrêt des activités P = 3	-Mise en place de comités de veille -Mettre les communautés au centre de toutes les initiatives du projet	Consortium Communautés

Présentation de GRAFE

I. HISTORIQUE- STRUCTURATION ET ORGANISATION

Historique

GRAFE était au départ une association nationale créée en 2003 et agréée par le gouvernement malien par récépissé N° 0724 du 15 août 2003.

En septembre de la même année, elle signa un accord-cadre avec l'Etat malien sous le N°1801, devenant ainsi une ONG. Ses fondateurs sont un groupe d'hommes et de femmes maliens, d'horizons et de disciplines divers ayant capitalisé une somme d'expériences et d'expertises à travers de multiples projets et programmes de développement au niveau d'ONG nationales et internationales et décidés à mettre ensemble ces expériences au profit des communautés défavorisées du Mali, notamment des femmes et des enfants au niveau rural.

Structure et organisation

- ◆ L'Assemblée Générale, qui réunit tous les membres de l'ONG, constitue son organe Suprême. Elle se réunit une fois par an en session ordinaire et peut être convoquée en session extra ordinaire chaque fois que l'intérêt de l'organisation l'exige. Elle élit un Conseil d'Administration (CA) pour la conduite de la politique de l'ONG. Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité absolue des membres. En plus du CA, et indépendamment de ce dernier elle élit deux commissaires aux comptes chargé de contrôler la gestion de ce dernier.
- ◆ Le Conseil d'Administration est chargé de la mise en œuvre de la politique définie par l'Assemblée. Il comprend cinq membres dont deux femmes et trois hommes. Il est à préciser que le CA est dirigé par une Présidente qui est le Président de GRAFE. Il décide à la majorité des 2/3 de ses membres.
- ◆ La Direction est chargée de l'exécution des projets et programmes de GRAFE. Elle est dirigée par Directeur. La Direction comprend le staff administratif comprenant trois (4) personnes (Directeur, Chargé des programmes, Gestionnaire et Secrétaire).
- ◆ Au niveau de chaque zone de concentration d'activités, GRAFE dispose d'une Antenne. De nos jours, l'organisation dispose de trois Antennes : celles de Ténenkou (Région de Mopti) celle de Macina pour le cercle de Macina et de Séfeto pour la région de Kaye et représentation à Konobougou Région de Ségou. Le personnel comprend 14 personnes dont une stagiaire 12 salariés et un bénévole. Ce nombre varie selon les projets en cours .

II. VISION-MISSION-OBJECTIFS – GROUPES CIBLES DOMAINES ET ZONES D'INTERVENTION

Vision de GRAFE

Le vrai développement n'existe au sein d'une communauté que lorsque les conditions de vie de la femme et de l'enfant sont améliorées durablement.

Mission de GRAFE

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de l'enfant à travers des actions d'appui à leurs initiatives de développement, de plaidoyer et de renforcement de leurs capacités.

Objectifs

- ◆ Améliorer la santé de la mère et de l'enfant à travers l'information, l'éducation, l'accès à l'eau potable, aux soins de santé de qualité, à une bonne alimentation et à un environnement sain ;
- ◆ Contribuer à l'insertion socio professionnelle des femmes, des adolescents et des jeunes par la formation et l'appui pour leur accès aux moyens de production;
- ◆ Améliorer le pouvoir économique de la femme par l'appui à leurs initiatives d'activités génératrices de revenus ;
- ◆ Promouvoir l'ancrage de la décentralisation et de la gouvernance locale par le renforcement des capacités citoyennes des communautés et l'appui aux élus locaux.

Groupes cibles

Les femmes et les enfants défavorisés sont les groupes cibles prioritaires de GRAFE. Actuellement GRAFE intervient dans 231 villages pour un nombre total de 146 80 femmes et enfants vivant dans une vulnérabilité économique, alimentaire et sanitaire chronique.

Domaines d'intervention

Ces domaines sont : la santé, l'éducation (alphabétisation et transfert de compétences), la sécurité alimentaire, les activités génératrices de revenus, l'environnement et la gouvernance locale.

Zones d'intervention

Les milieux périurbains et ruraux sont les zones de prédilection de GRAFE. Actuellement GRAFE intervient dans les cercles de Baraouéli, de Macina, de San, de Tominian et Dioïla

III. APPROCHES DANS LE CADRE DE SES INTERVENTIONS

Afin d'aboutir à une amélioration effective et durable des conditions de vie des femmes et des enfants, certains principes/approches sous-tendent les interventions de l'organisation dont

La Recherche de besoins

prioritaire

Rechercher des besoins prioritaires des actions à partir d'une approche participative :

1. Approche basée sur les droits

Cela veut dire que tous toutes les femmes et tous les hommes sur cette terre ont les mêmes droits et aspirent tous au bien-être. En d'autres termes, certains états ou comportements comme la pauvreté, la discrimination ou l'exclusion sociale sont des violations des droits humains. Cette approche est mise en œuvre à travers essentiellement la communication pour le changement de comportement.

2. Approche inclusive

On ne saurait promouvoir le bien-être des femmes et des enfants à leur place, sans leur participation. Autrement dit certaines stratégies comme la pair éducation, enfant pour enfant, l'intérêt supérieur de la femme ou de l'enfant, l'opinion de la femme ou de l'enfant sont au centre des interventions de l'ONG. Cette approche permet aussi de faire participer les communautés à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation. Elle permet de proposer des actions facilement maîtrisables ou basées sur les capacités (savoir-faire) locales ou expériences propres

3. Approche multi acteurs

Les droits des femmes et des enfants ne sauraient être promus sans l'implication de tous les acteurs (communautés, hommes, décideurs, services techniques et élus) dont les actions conjuguées concourent effectivement à la matérialisation desdits droits. L'approche permet d'échanger avec les

MV
FD

acteurs ou d'autres partenaires intervenant dans le même domaine sur les expériences les techniques dans le souci d'améliorer les actions en cours pour permettre surtout la prise en compte des aspects comme " l'équité, la bonne gouvernance, la durabilité"

4. Approche genre et environnement

A l'instar de l'approche multi acteurs, celle du genre nécessite l'implication des hommes ou des adultes respectivement dans les actions en faveur de la femme ou de l'enfant. Aussi dans le choix des moyens entrant dans la mise en œuvre des actions, ceux ayant un impact négatif sur l'environnement sont bannis.

5. Prise en compte des handicapés

En effet, toute catégorie sociale comporte en son sein des handicapés pour lesquels il convient de conduire des stratégies et actions spécifiques.

6. Prise en compte des questions liées aux VIH/SIDA

Ce mal du siècle constitue le **risque majeur** susceptible d'anéantir tous les efforts et les résultats dans le cadre des interventions de développement. Il devient impératif d'en tenir compte en mettant en œuvre des actions/stratégies de lutte contre la pandémie ou d'atténuation de ses effets.

7. Approche basée sur soutenabilité des actions

Cela implique la responsabilisation et le transfert de compétences aux groupes cibles et autres acteurs clés (élus communaux, leaders communautaires, services techniques...) pour la bonne conduite et la pérennisation des actions mises en œuvre.

8. Participation de GRAFE

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets, l'ONG apporte sa contribution qui consiste entre autres, en la mise à disposition de locaux, de moyens de déplacement pour le suivi, autres logistiques d'appui, voire de personnes ressources/expertise au sein de staff administratif (Conseil d'Administration) et technique.

IV. STRUCTURE/PROCEDURE DE GESTION ET RESSOURCES DISPONIBLES

Structure et procédure de gestion

La structure de gestion de GRAFE repose d'une part sur la différenciation des rôles et responsabilités entre les organes et instances (Assemblée Générale, Conseil d'administration, Direction et Antennes) et d'autre part sur la coresponsabilité et le contrôle de l'opportunité et de la régularité de la gestion des ressources, notamment financières (double signature, contrôle inopiné des commissaires aux comptes, suivi financier du gestionnaire au niveau des Antennes de la gestion des ressources mises à leur disposition).

Quant à la procédure de gestion, elle est soumise à l'application de référentielles dont :

- Un Manuel de procédure de gestion administrative et financière ;
- Un Plan Stratégique 2017 – 2020.
- Un système comptable informatisé (Multi projet et SAGE).

Par ailleurs, la régularité et la sincérité des comptes sont certifiées par des audits externes annuels et les obligations contractuelles sont respectées par la fourniture de rapports narratifs et financiers périodiques et de fin de cycle.

Les ressources humaines dont dispose GRAFE

Les ressources humaines de l'organisation comprennent une douzaine de personnes ressources qui sont ses membres et un personnel salarié à plein temps au nombre de dix-neuf avec divers profils de formation (maîtrise en gestion de projet, ingénieurs agronomes, comptables, médecins, agents de développement communautaire, économistes, secrétaire informaticienne...)

Le personnel travaille avec un système de planification, de suivi et d'évaluation axé entre autres sur des plans d'actions annuels, semestriels, trimestriels et mensuels. Ces plans d'action font l'objet de suivis et évaluations assortis de rapports. Tout ce système est basé sur le travail en équipe à travers des réunions périodiques.

Les ressources financières dont dispose GRAFE

Elles sont essentiellement constituées des cotisations des membres, des dons et legs, des prestations de services et des subventions de partenaires financiers. Au nombre des partenaires financiers de l'organisation, de 2004 à nos jours on peut retenir :

- L'ambassade des Pays Bas au Mali
- WOLD EDUCATION Incorporate/PACETEM
- Le PNUD
- Methodist Relief and Development Fund (MRDF) en Angleterre ;
- Plan Mali ;
- Service Allemand de Développement (DED) ;
- Haut Conseil de Lutte contre le SIDA (Mali) ;
- La Coopération Luxembourgeoise ;
- The Associated Country Woman for World (ACWW);
- Journée Mondiale de la Prière des Femmes – Comité allemand.
- Fondation Jan Paul II pour le sahel
- Union Européenne à travers ARIANE (Appui et Renforcement des Initiatives des Acteurs Non Etatiques)
- La Fondation Bill Gates à travers OXFAM America.
- Programme d'Appui aux Organisations Civiles (PAOSCI)

Les ressources logistiques, matérielles dont dispose GRAFE

Elles comprennent :

- Un bureau en location servant de siège pour l'ONG Rue 715 Porte non codifiée sis à Faladiè Bamako
- Un véhicule Land Cruiser Prado (23/03/2009 date de mise en circulation) ;
- Un véhicule double cabine TOYOTA HILUX (19/05/2011 date de mise en circulation)
- Un siège au niveau de chaque Antenne ;
- Un logiciel de comptabilité SAGE 100 dernière version
- Six ordinateurs et cinq imprimantes;
- Trois photocopieuses ;
- Un fax ;
- Dix-sept motos
- Un E-mail
- Une ligne téléphonique ;
- un appareil photo numérique ;
- Quatre complexes vidéo
- Un appareil rétro projecteur.
- Un routeur de connexion wi-Fi

V. NOMBRE D'ANNEES D'EXISTENCE- BUDGETS ANNUELS ET PROJETS REALISES DURANT LES CINQ DERNIERES ANNES

Nombre d'année d'existence opérationnelle

Les premières interventions de GRAFE ont commencé concrètement sur le terrain en 2004 à travers un projet d'appui aux groupements féminins autour d'activités génératrices de revenus dans le District de Bamako et cela à travers un financement de Methodist Relief and Development Fund (MRDF) en Angleterre.

GRAFE a à son actif plus d'une vingtaine de projet (20) projets de développement dont deux (2) en cours

Projets clôturés

◆ Dans le cercle de Barouéli en partenariat avec Plan Mali

1. Le projet de santé maternelle et infantile
2. Le projet hygiène et d'assainissement dans 22 Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE)

Ces deux projets ont été réalisés par GRAFE en partenariat avec Plan Mali.

◆ Dans le cercle de Macina en partenariat avec All We Can, Journée

Cinq projets ont été mis en œuvres dans deux communes du cercle de Macina en faveur des femmes et des enfants.

3. Le Programme de Valorisation des Actions Locales pour une Meilleure Amélioration de la Santé de la Mère et de l'Enfant.
4. Le projet de lutte contre le VIH/SIDA dans les communes de Sana et Matomo.
5. Le projet d'alphabétisation, de culture d'arachide et de maraîchage dans la commune de Sana
6. Projet Renforcement des capacités de Participation des femmes à la gouvernance locale dans la Commune Rurale de Sana
7. Projet d'Education à la Citoyenneté PNC
8. Projet de renforcement des associations de femmes en gouvernance locale commune rurale de Matomo
9. Le projet de renforcement des associations de femmes en gouvernance locale commune rurale de Sana
10. Programme de renforcement des capacités locales pour l'accès des couches sociales les plus vulnérables à la sécurité alimentaire durable de la commune de Sana

◆ Dans les cercles de San et Tominian

11. Le projet de renforcement du pouvoir économique des femmes à travers l'approche « Epargner Pour le Changement »

◆ Dans le cercle Macina

12. Le projet de réduction de l'insécurité alimentaire dans les communes rurales de Matomo et Sana.

◆ Dans le cercle Dioïla

13. Projet de lutte contre le VIH/SIDA

◆ Dans le cercle de Ténenkou

14. Appui à l'installation des réfugiés maliens la commune de Kareri de retour de la Mauritanie (cercle de Tenenkou)
15. Redynamisation des associations de femmes et de leurs Activités de Production Affectées par la Crise Militaire et Sécuritaire dans la ville de Tenenkou

a. Dans le cercle Kita

16. Projet de « plaidoyer pour la gestion concertée du fonds d'Appui Direct à l'Amélioration des Rendements Scolaires dans la commune Rurale de Sefeto cercle de Kita »

Programmes des trois dernières années
--

1- Programmes clôturés

◆ **Dans le cercle de Macina**

17. Mobilisation pour l'amélioration de l'utilisation du planning familial et de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes en matière de santé de la reproduction et des droits sexuels dans le district sanitaire du cercle de Macina
18. Programme de Réduction des effets néfastes des Changements Climatiques dans le Delta Intérieur du Niger (P.R.E.N.C.C)

◆ **Dans le cercle de Tenenkou**

19. Consolidation des acquis pour l'amélioration de la santé de la reproduction, des droits sexuels, et de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes dans 37 villages des communes de Diafarabé Diaka Diondori Tenekou dans le cercle de Tenenkou

2- Programmes en cours

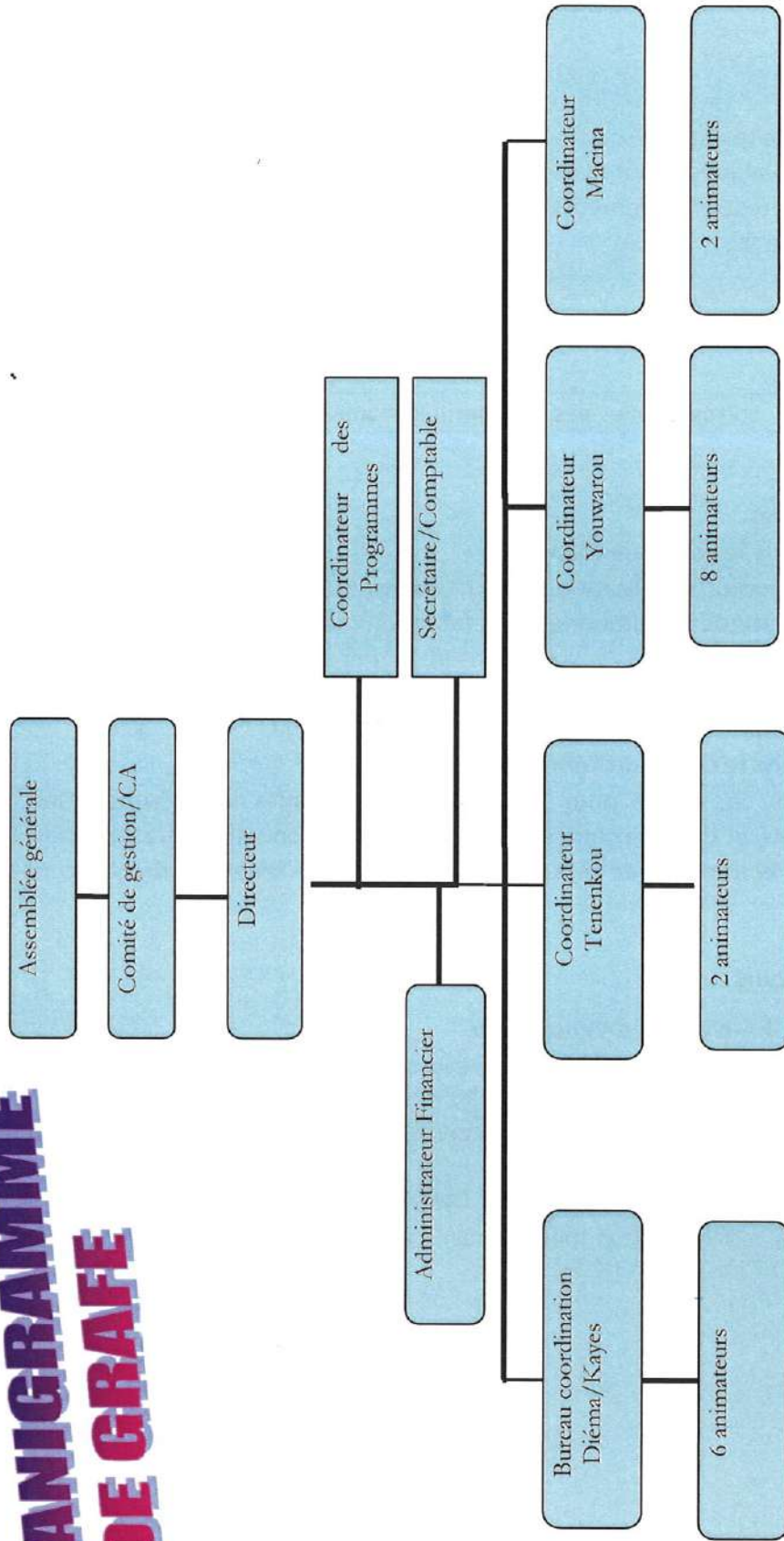
◆ **Dans le cercle de Youwarou**

Consolidation des acquis pour l'amélioration de la santé de la reproduction, des droits sexuels, et de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes dans 87 villages des communes de Dirma, N'dodjiga et Dongo dans le cercle de Youwarou. (Région de Mopti)

◆ **Dans les cercles de Kayes et Diéma (région de Kayes)**

Le programme d'Appui à l'Education pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM) en partenariat avec WORLD EDUCATION Inc.

ORGANIGRAMME DE GRAFE



NOTE DE PRESENTATION DE *G.D.Com*

Création et légitimation

Groupe pour le Développement Communautaire (*G.D.Com*) est une ONG nationale créée en juillet 2002 par des hommes et des femmes qui sont pour la plupart d'anciens agents de terrain ayant évolués sur des programmes financés par Save the children, World education, Africare, CARE Mali et OMAES. *G.D.Com* a été officiellement reconnu par les autorités maliennes sous le récépissé n° 0613 MATCL - DNI du 09 Septembre 2002 suivant l'ordonnance n° 41 PCG du 28 Mars 1959. Ayant signé l'accord cadre n° 01592 du 15 Octobre 2002. Ce numéro d'accord cadre devient n°0417/001592 du 25 Mars 2008 suivant à une décision gouvernementale. *G.D.Com* tient sa légitimité par ses 8 membres et un bureau exécutif de 5 membres.

GDCom dispose en son sein d'une équipe pluridisciplinaire comprenant des agronomes, des éducateurs, des administrateurs - juristes, des historiens - géographes, des animateurs socioculturels, des comptables, des biologistes, des techniciens de génie civil.

Vision - Mission - But

Vision : Mobilisation des communautés pour un Développement durable.

Mission : Rendre les communautés capables de s'organiser et mieux s'atteler à leur Développement par la mise à leur disposition les compétences nécessaires.

But : « Participer au Développement des communautés au Mali ».

Objectifs

Pour atteindre son but, *GDCom* s'est fixé les objectifs stratégiques suivants :

- Favoriser l'accès à une éducation de base et de qualité par l'accroissement du taux de scolarisation, la promotion de l'alphabétisation et de l'apprentissage ;
- Créer et / ou soutenir des activités génératrices de revenus des couches défavorisées, surtout les femmes et les jeunes, à travers la mise en place, l'assistance et la promotion des systèmes financiers décentralisés ;
- Participer à l'amélioration de la santé par le renforcement des structures communautaires de gestion et de développement des infrastructures socio-sanitaires ;
- Participer à la promotion de l'environnement par la formation et par le soutien des initiatives de base contre la dégradation ;
- Sensibiliser et mobiliser les communautés à la base dans le cadre de la décentralisation, du civisme, de l'assistance, de la bonne gouvernance.

En effet, GDCom se voudrait d'assister l'homme dans toutes les situations de détresse (famine, guerres et autres catastrophes).

Les organes de *GDCom*

L'assemblée Générale :

Elle est l'instance suprême de *GDCom*. Elle décide des grandes orientations de l'ONG et se compose des membres fondateurs. Elle approuve les rapports du bureau exécutif et approuve l'admission de nouveaux membres.

Le bureau exécutif

Il est l'organe d'exécution et d'orientation des décisions prises par l'assemblée générale. Il est responsable devant les partenaires avec qui il signe les protocoles d'accord et est responsable du recrutement du personnel du secrétariat permanent.

Domaines d'intervention :

Agroforesterie, Éducation, Santé, Femmes, Environnement, Élevage, Enfance, Social, Infrastructure, Formation, Animation, humanitaire, Artisanat, Technologie, Hydraulique, Activité économique, Jeunes, Démocratie, Décentralisation.

Partenariat

* *G.D.Com* a noué un partenariat avec le **PCRET** (Programme Conjoint de réhabilitation et de réinsertion des enfants victimes de trafic) dans les cercles de Bougouni, Yanfolila et Kolondjèba.

Le PCRET est un programme d'assistance à la réinsertion des enfants rapatriés ou interceptés victimes de trafic transfrontalier. Il est mis en œuvre par l'**OIM**, l'**UNICEF**, le **BIT/IPEC - LUTRENA** en partenariat avec la **Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la famille**.

Ses principaux objectifs consistent à :

- Garantir aux enfants victimes de trafics rapatriés ou interceptés au Mali une assistance efficace assurant leur réinsertion et leur réhabilitation ;
- Contribuer à garantir à ces enfants un niveau de vie tel qu'ils ne seront plus incités à repartir vers d'autres pays à la recherche d'un emploi rémunéré ;
- Susciter la prise de conscience des enfants pris en charge en vue d'assurer leur participation effective dans la lutte contre le trafic dans leurs communautés ;
- Renforcer les capacités des familles et des communautés afin qu'elles soient en mesure de participer à la réinsertion et à la réhabilitation des enfants victimes de trafic et contribuer ainsi à la lutte contre le fléau.

Conformément à ces objectifs, GDCOM a assuré la réinsertion de 25 enfants dans la première phase du **PCRET** et celle 21 autres (sur 36 qui avaient été identifiés dont 5 filles de Taga dans le cercle de Yanfolila) dans la deuxième phase. Pour la phase suivante GDCOM a effectué un diagnostic communautaire dans les cercles de Bougouni où il a été identifié 64 enfants victimes de trafic et dans le cercle de Yanfolila où l'on en a trouvé plus de 200.

Les enfants ont été réinsérés à partir de projets portant sur des activités qu'ils ont souhaité mener. En effet, les projets ont porté sur des AGR (élevage de petits ruminants, aviculture, agriculture), la formation professionnelle (la mécanique moto, la couture). Mais avant, ils ont été alphabétisés pour qu'ils sachent lire, écrire et calculer.

* Par ailleurs, GDCOM a assuré l'animation de l'atelier de renforcement de capacité du personnel du **BICE** (Bureau International Catholique de l'Enfance) en « **Étude de faisabilité des AGR** »

La formation dans son but, devait permettre aux AC du BICE d'amener les filles - mères à choisir des activités économiquement rentables au moment de leur réinsertion.

* La même formation a été donnée aux 41 membres du **MMTC** (un mouvement dont le but est d'aider les déshérités de tous bords).

* L'ONG fait aussi des études ; par exemple, l'évaluation finale de la campagne radiophonique " Je suis enfant, mais j'ai aussi mes droits" de **Plan Mali**.

L'ONG a mené d'autres activités telles :

- **Du 17 au 26 juin 2005** : Consultant/Formateur des comités de gestion des banques de céréales de Sido et de Fassa dans le cercle de Kolokani au compte de l'ONG AIF Donkansigi/**FODESA**

- Du 17 février au 03 mars 2006 : atelier de formation des formateurs en alphabétisation en Bamanankan dans la salle polyvalente du bureau de **World vision** de Nonsombougou

- Dans le cadre du Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (**PASAOP**) et dans sa composante « Appui aux chambres d'agriculture et aux organisations professionnelles agricoles » avec le CLCE de Kati (langue de formation : Bambara) :

- ✓ Une formation en gestion administrative à l'intention de la Société Coopérative de Niambaly (**du 31 Janvier au 09 Février 2006**), Médium Bamanankan
- ✓ Une formation en Alphabétisation à l'intention de la Société Coopérative Duguyiriwaton de Sonkon (**du 23 Janvier au 1^{er} Mars 2006**), Médium Bamanankan
- ✓ Une formation en Alphabétisation à l'intention de la Société Coopérative des maraîchers de Bancoumana (**du 1^{er} Février au 09 Mars 2006**), Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative de Bancoumana 1 du 27 au 31 juillet 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative de Ben de Bancoumana du 27 au 31 juillet 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative de Benkadi de Ouronina du 27 au 31 juillet 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative de Benkadi de Tiko du 27 au 31 juillet 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative de Djiguisèmè de Tema du 27 au 31 juillet 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative Agricole de Missira du 27 au 31 juillet 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en gestion administrative de la société coopérative de Benkadi de Bladiè du 13 au 17 août 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en alphabétisation de la société coopérative de Benkadi de Bladiè du 26 juillet au 21 août 2006, Médium Bamanankan
- ✓ Formation en alphabétisation des femmes de Benkadi du Point G du 11/09 au 9/10/2006, Médium Bamanankan au compte l'ONG **AIF-Donkansigi**
- ✓ Mars 2006 : Installation de pompe manuel Jigifa à Banakane, cercle Bandiagara GDCOM a également collaboré en cette occasion à la mise en œuvre de certaines activités du PASE – Kati. , Médium Bamanankan

2007 - 2008

- 2007 ; Formation en Entrepreneuriat rural de 150 jeunes des communes de Siby, Bancoumana et Mandé et 150 autres dans la commune de Mopti (Collaboration du REJEDEC avec le financement du **FAFPA**). , Médium Bamanankan
- Formateur à l'atelier de formation des animateurs de la zone d'intervention de l'ADP de World vision en **bamanankan** du 25 Novembre au 9 Décembre 2007
- Élaboration du guide Bamanankan/français – Français/Bamanankan
- Études de faisabilité des projets de maraîchage des 150 jeunes des communes de Siby, Bancoumana et Mandé, Médium Bamanankan
- Janvier 2007 : Installation de périmètre Agroforesterie à Sirakoro dans la commune de Tchoribougou et à Mintiguila dans la commune de Nonsombougou
- Février 2007 : Installation de pompe manuel Jigifa à NJibougou dans la commune de Nonsombougou
- Mars 2007 : Installation de pompe manuel **Jigifa à San** (région de Ségou) **et Mamaribougou** (près de Sébéninkoro).

- Novembre 2007 à Octobre 2008 ; Exécution de **projet SIDA à Kokry** dans le cercle de **Ké-Macina, région de Ségou** en partenariat avec le MAP/HCNLS.
- Du 1^{er} février au 30 juin 2009 Consultation de dynamisation des structures de participation et comités de protection d'enfants dans les PUs. de Plan Mali.
- Du 27 au 28 Novembre 2010 : Formateur à l'atelier de renforcement des capacités des femmes membres des associations de la commune V de Bamako organisé par l'Association pour le développement de l'art et de la culture (ADAC) dans le cadre de la citoyenneté. Thème : Vie associative, droits et devoirs du citoyen dans la gestion de la commune, Médium Français – Bamanankan
- De Juin 2009 à Juin 2010, Exécution en collaboration avec l'ONG ASIFA (Association pour la Sensibilisation, l'Information, la Formation et l'Aménagement du terroir) du Programme National de lutte contre la tuberculose en Commune V de **Bamako, Dioro, Barouéli, Bla, Fana**, financé par le Groupe Pivot Santé / Fonds mondial de lutte contre la tuberculose suivant accord MAL-708-G06-T.
- Du 13 au 27 Décembre 2010 : Formation de 12 animateurs des centres d'alphabétisation de World vision ADP Diago/Kati. , Médium Bamanankan
- Janvier 2011 : Installation de système d'Irrigation sous pression (goûtes à goûtes) à Nonsombougou
- Février 2011 : Installation de système d'Irrigation sous pression (goûtes à goûtes) à San à l'Orphelinat
- Du 14 Mai au 2 Juin 2011 : Formation de **300** animateurs alphabétiseurs en bamanankan des OER du DERK au compte du CRAK/SNV Koulikoro. , Médium Bamanankan
- Mois de Novembre 2011, Suivi des centres d'alphabétisation des centres d'alphabétisation des OER du DERK au compte du CRAK/SNV Koulikoro
- Du 14 au 17 Juillet 2011 : Formation en mobilisation de ressources des élus et agents communaux de la mairie de Kolokani au compte de World Vision Bélédougou à Kolokani, Médium Bamanankan
- Du 18 au 21 Juillet 2011 : Formation en mobilisation de ressources des élus et agents communaux de la mairie de Massantola au compte de World Vision Bélédougou à Massantola, Médium Bamanankan
- À partir Juillet 2011 : Encadrement du groupement de femmes transformatrices de Ségou (quartier **Médine**) – Fonds propres ONG.
- Du 12 au 16 Septembre 2011, Formation des artisans réparateurs de Pompe India Mark II à l'actif de World Vision à Kolokani. , Médium Bamanankan
- Du 05 au 28 Décembre 2011 :
 - **Formation à la méthodologie Reflect** de 25 animatrices de la commune de Fallou (lieu : nouveau second cycle de Fallou) – Compte GEDEFOR/Sotuba, Médium Bamanankan

- Formation à la méthodologie Reflect de 25 animatrices de la commune de Sèlèfougou (lieu : salle de conférence de la mairie de Sèlèfougou) – Compte GEDEFOR/Sotuba, Médium Bamanankan
- **Formation à la méthodologie Reflect** de 25 animatrices de la commune de Kita-Ouest (lieu : centre d’alphabétisation de Kofeba) – Compte GEDEFOR/Sotuba, Médium Bamanankan
- Du 12 au 24 Avril 2012, à Massantola, formation en céréaliculture des paysans (mil, sorgho, maïs)
- Du 13 au 15 Février 2012, à Sévaré : Formation des membres des comites de gestion des investissements socio collectifs en hydraulique – **Commanditaire : PACR** (Projet d’Appui aux Communautés Rurales) en collaboration avec **ADCL** (Association pour le Développement des Collectivités Locales)
- Du 26 Juin au 1^{er} Juillet 2012, à Bogotafara, Formation des jeunes entrepreneurs du Projet d’Appui aux jeunes entrepreneurs (PAJE φetaa) en céréaliculture
- Du 03 au 09 Juillet 2012, à Sogola, Formateur des jeunes entrepreneurs du Projet d’Appui aux jeunes entrepreneurs (PAJE φetaa) en céréaliculture
- De Février à Mai 2013, Formation des leaders communautaires de Guéléba 1 et de Tiéguékourouni en alphabétisation, vie associative, hygiène/assainissement (en bamanankan), commune de Tagandougou – Sélingué ; partenaire financier – Bornefonden.
- De Mai à Mi-Juillet 2013, Mise en place et formation de 10 comités de gestion de barrages du Bélédougou en vie associative/rôles et responsabilités (en bamanankan). Partenaire financier AFAR/IPRO-DB.
- De Décembre 2013 à Mars 2014, Formation des leaders communautaires des villages de Faraba Coura, Faraba Koro et bureaux ASACOs de Carrière, Tagan et Faraba en Alphabétisation, vie associative, hygiène/assainissement (en bamanankan), Sélingué ; partenaire financier – BORNEfonden UD 722.
- Septembre et Octobre 2013 : Mise en place de huit (08) coopératives de femmes et de quarante-et-trois (43) associations de surveillants de forêts au niveau des communes d’intervention du programme de gestion décentralisée des forêts
- Le long de 2014, Élaboration de projets de développement et d’Insertion pour le compte du **PAPAM** (Programme d’Accroissement de la Productivité au Mali) et de **FIBANI** (Fonds d’Insertion du Bassin du Niger)
- Décembre 2014 à Février 2015, Formation des leaders communautaires de Guéléba 2 et de Tiérani en Alphabétisation, vie associative, hygiène/assainissement (en bamanankan), commune de Tagandougou – Sélingué ; partenaire financier – Bornefonden.
- Du 15 au 16 Juillet 2014 – Atelier de formation des techniciens en technique d’animation d’une action de formation pour les adultes – Partenaire **FIBANI**
- Du 30 Juin au 04 Juillet 2014 – Atelier de formation des techniciens sur la conception et la mise en œuvre d’une action de formation à Koulikoro – Partenaire **FIBANI**
- Du 16 au 24 Mars 2014 –Suivi/évaluation des activités des Comités de Gestion de Barrages (CGB) du Projet d’Irrigation de Proximité au pays Dogon et dans le Bélédougou (IPRO-DB).
- Du 05 au 10 Avril 2014 : Formation des membres de l’Association des Jeunes Agriculteurs de **Fana – Commune de Guégnéka** aux techniques culturelles et de Marketing - **FIBANI**
- Le long de 2015, Élaboration de projets de développement et d’Insertion pour le compte du **PAPAM** (Programme d’Accroissement de la Productivité au Mali) et de **FIBANI** (Fonds d’Insertion du Bassin du Niger)
- De Décembre à Mars 2015, Formation des leaders communautaires de Tiérany et de Guéléba 2 en Alphabétisation, Vie associative, hygiène/assainissement (en bamanankan), commune de Tagandougou – Sélingué ; partenaire financier – BORNEfonden UD 722.

- De janvier à Décembre **2015**, **Projet Feere diyara** de l'Alliance Agricole International (AAI) à travers la Société Coopérative pour le Développement International (**SOCODEVI**) :
 - Formation des formateurs GDCom sur le Kit PerformCoop (plus 26 thèmes) par SOCODEVI
 - Formation en PerformCoop de l'Union des Sociétés Coopératives des Producteurs de Mil (USCPM) de Dièdougou (cercle de Dioïla) par GDCom
 - Formation en PerformCoop de l'Union Locale des Sociétés Coopératives des Producteurs de Céréales (ULSCPC) de Dioïla par GDCom
- De Juin à Septembre 2015, Formation en Alphabétisation et Vie associative des membres de 15 Comités de Gestion de Barrages dans le cercle de Kolokani, Partenaire financier – AFAR/IPRO-DB.
- De Décembre 2015 à Mars 2016, Formation des leaders communautaires de Dalabala et de Kondjiguika en Alphabétisation, Vie associative, hygiène/assainissement (en bamanankan), commune de Tagandougou – Sélingué ; partenaire financier – BORNEfonden UD 722.
- **2016** : Pilotage du ciblage et de la distribution alimentaire gratuite de 800 tonnes de mil dans les 10 quartiers de la communes VI du district de Bamako, avec le Commissariat à la sécurité alimentaire MALI (**Consortium GDCom / PRASED**)
- **2016 (Décembre)** : Sélection de GDCom comme Partenaire à Plan International Mali, suivant à un processus de recrutement d'ONG partenaires (Lettre N° Réf : 0145/PIM-BN/AD-CD/FY17). Le partenariat concerne 4 domaines : Enfant en apprentissage, Enfant protégé, Enfant en bonne santé et Sécurité économique et gestion des urgences et catastrophes.
- **2017** : Pilotage du ciblage et de la distribution alimentaire gratuite de 800 tonnes de mil dans les 08 quartiers de la communes V du district de Bamako, avec le Commissariat à la sécurité alimentaire MALI (**Consortium GDCom / PRASED**)
- De Janvier à Mars 2017, formation/suivi des femmes maraichères de Soundougouba (Commune rurale de Baguinéda – Cercle de Kati) dans les techniques améliorées de production de l'oignon et de la tomate ; partenaire financier SWISSCONTACT
- Depuis Janvier 2017 - Élaboration, traduction des modules d'alphabétisation, d'agriculture durable et de vie associative – Suivi des centres Alpha de GODEA-FJ : Partenaire financier GODEA/PENF
- Juin à Août 2017 - Élaboration, traduction et restitution en bamanankan des conventions de gestion des nouvelles terres aménagées et leur suivi dans 9 villages barrages dans les cercle Kati et Kolokani. Partenaire Financier AFAR/IPRO-IRRIGAR.
- Août 2017 – Traduction en bamanankan des cahiers du participant sur la vie associative et la vie coopérative. Partenaire financier AFAR/PASSIP (Programme d'appui au sous-secteur de l'irrigation de proximité)
- Décembre 2018 : Formation en Machinisme agricole de 60 jeunes Prestataires de services sur les Techniques de Conduite et d'entretien du tracteur agricole et d'utilisation des matériels post-récolte, au Centre de formation de Sikasso – Partenaire financier FAFPA.
- Août 2018 : Traduction en bamanankan des conventions de gestion des nouvelles terres aménagées de 21 villages à micro-barrages dans les cercles Kati et Kolokani. Partenaire Financier AFAR/IPRO-IRRIGAR.
- Février à Avril 2018 : Distribution d'aliments et de cash aux populations nécessiteuses (autochtones et déplacés internes de guerre) dans la région de Mopti – Partenariat ONG GDCom et ONG PRAS.E.D (Protection Assistance aux Enfants Déshérités) – Partenaire financier : PAM / Ambassade France / Sécurité alimentaire Mali
- **Décembre 2018** : Formation en Machinisme agricole de 40 jeunes des CRP (Centres ruraux de Prestation) sur les Techniques de Conduite et d'entretien du tracteur agricole et d'utilisation des matériels post-récolte, au Centre de Samanko

(CEEMA = Centre d'Étude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole) – Partenaire financier FAFPA.

- **Février – Mars 2019** : Élaboration, traduction et exécution des modules de Vie associative destinés au producteurs et transformatrices d'anacarde de 39 communes des régions de Kayes, Sikasso et Koulikoro : Partenaire technique et financier : PAFAM / TRAGSATEC
- **Mars 2019** : Traduction en bamanankan des conventions de gestion des nouvelles terres aménagées de 15 villages à micro-barrages dans les cercles de Kati et Kolokani. Partenaire Financier AFAR/IPRO-IRRIGAR.
- **du 18 février au 16 mars 2019**, le contrat de **Formation** des membres de **78** Sociétés coopératives (producteurs et transformatrices d'anacarde) en **Gestion Associative** (langue de formation : Bambara) dans 39 Communes d'intervention des Régions de Koulikoro, Sikasso et Kayes
- **du 15 Avril au 16 Mai 2019**, le contrat de **Recyclage** des membres de **78** Sociétés coopératives (producteurs et transformatrices d'anacarde) en **Alphabétisation fonctionnelle** (langue de formation : Bambara) dans 39 Communes d'intervention des Régions de Koulikoro, Sikasso et Kayes.
- **Décembre 2019** : Traduction en bamanankan des Statuts et Règlement Intérieur (SRI) de 10 villages à micro-barrages dans les cercles de Kati et Kolokani. Partenaire Financier AFAR/IPRO-IRRIGAR.
- **Décembre 2019 (du 26 au 28)** : Formation des enseignants de second cycle encadrés par l'ONG Mali Rising Foundation (MRF) à Bougouni.

Les performances :

GDCom capitalise de très grandes performances qui sont liées à celles à celles que ses membres ont acquises au sein de leurs structures précédentes d'emploi. Les membres de GDCom ont évolué sur les projets suivants :

Ordre	Projet	Bailleur	Notre implication (an)	Zone d'intervention	Budget
1	PRAPE	Care International	3	Ké-Macina	31 314 372
2	PEcom K/M	World education	6	Kangaba et Ké-Macina	215 005 375
3	PEcom	Save the children	7	Ex-arrond. Dandéresso, Kangaré	30 517 262
4	Nouga - Sida	World education	6	Commune de Nounga (Kangaba)	500 000
5	PNLS	État malien	3	Commune de Kokry	10 867 472
6	**PE Dioro	Africare	2	Dioro	10 139 544
7	**AGR/Konobougou	Africare	2	Konobougou	12 414 372
8	PRSC	OMAES	1	Kangaba	12 394 110
9	**PCRET	OIM, UNICEF, BIT/IPEC - LUTRENA	2	Cercle de Bougouni	25 356 939
10	**SIDA MAP	SE/HCNLS-AGC	1	Commune de Kokry	14 369 074
	Total				362 878 520

Noms des projets :

- 1 - Projet de renforcement des capacités de 28 APE (PRAPE)
- 2 - Projet Écoles communautaires (PEcom / K-M)
- 3 - Projet Écoles communautaires (PEcom)
- 4 - Projet de lutte contre le Sida dans la commune de Nouga
- 5 - Projet national de lutte contre le sida Initiative une commune une ONG (PNLS)
- 6 - Projet Éducation de Dioro (PE Dioro)
- 7 - Projet AGR, IEC / Santé
- 8 - Projet de renforcement de la société civile (PRSC), un projet de **plaidoyer**.
- 9 - Projet de réinsertion et de réhabilitation des enfants victimes de trafic (PCRET).
- 10 - Projet multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA (MAP)

** Propre expérience de GDCom structure

e) Les activités et les approches dans le domaine de la gouvernance démocratique :

Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents ayant en charge les projets sus cités, ont mené beaucoup d'activités dans le domaine de la gouvernance démocratique. Celles - ci ont le plus souvent consisté au renforcement des capacités des APE des écoles communautaires à leur charge (Kangaba - Macina - Dandéresso - Molobala - Siékorolé - Kangaré - Dioro).

En effet, ces APE ont été formées en DG, se voyant ainsi à mesure de tenir régulièrement les réunions, élaborer leurs statuts et règlement intérieur, observer la liberté d'adhésion et les conditions d'élection, de chercher et d'obtenir leur reconnaissance légale, etc.

Pour y parvenir, l'on a procédé à des revues documentaires (par exemple JKS et RECOL / Care à Macina), des études situationnelles, des élections démocratiques des bureaux APE, la formation, le recyclage et l'appui / conseil.

Les capacités institutionnelles de G.D.Com

- a) - Récépissé n°0613 / MATCL-DNI du 09/09/02 Suivant ordonnance n°41/PCG du 28 Mars 1959
- Accord Cadre n°0417/001592 du 25 Mars 2008
- b) Notre organisation à des statuts et un règlement intérieur.
- c) G.D.Com dispose d'un bureau exécutif.
- d) Notre organisation a des employés permanents.
- e) Notre organisation a un manuel de procédures administratives et financières.
- f) Notre organisation a un plan stratégique.

Personnes de contact :

- **Souleymane DIABINTA** **Président** (Cell : 76 33 70 38 / 63 36 33 20)

E mail : gdcamong@yahoo.fr

Annexe 5 : Budget détaillé

BUDGET PROGRAMME CONSORTIUM BENKAN

I. Budget des Activités du Programme BENKAN

1.1 Budget activités

Rubriques	Unité	Nombre	PU	PTF	Contribution UNICEF	Contribution Bénéficiaire	Montant Total
OBJECTIF SPECIFIQUE I : Amélioration l'accès durable à l'eau potable pour les communautés défavorisées dans la zone du projet.							
Produit 1: Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau							
Activité 1: Réalisation de 18 forages pour 9 forages productifs d'un débit minimal de 4 m ³ /h dans 9 villages	U	9	9 000 000	81 000 000			81 000 000
Essai de pompage méthode CIEH et Longue durée de 12h sur 9 forages productifs	U	9	400 000	3 600 000			3 600 000
Analyse physico - chimique et bactériologique sur 9 forages productifs	U	9	150 000	1 350 000			1 350 000
Sous Total I				85 950 000	0	0	85 950 000
II. Système de pompage solaire et sécurisation							
marque Grundfos 2.1.5 de Q= 2,5 m ³ /h avec une HMT de 100 m et ses accessoires	U	9	1 250 000	11 250 000			11 250 000
F/p de Panneaux solaires et accessoires (Modules solaires 250 Wc constitué de panneaux solaires sous conditions standardisées (STC) avec 50 cellules solaires monocristallines) et y compris toutes sujétions	U	54	100 000	5 400 000			5 400 000
F/p de tête de forage 3" (cas foraduc) ou 2" (cas tuyaux inox) avec bride DN 300, 12 trous tube acier, 4 pattes de scellement, galvanisé à chaud	U	9	80 000	720 000			720 000
Installation enceinte de protection	U	9	275 000	2 475 000			2 475 000
main d'œuvre local (10hjx30js)	j	600	1 000	600 000			600 000
Sous Total II				20 445 000	-	-	20 445 000
III. Système château d'eau							
F/p d'un château d'eau métallique de capacité 10 m ³ avec une hauteur sous radier de 8 m avec une peinture de qualité alimentaire et ses accessoires avec toutes sujétions	U	9	3 500 000	31 500 000			31 500 000

Travaux d'évacuation Essai-voie									
Etudes faisabilité technique (2prsx 10/s)									
Equipement du château									
F/P de PVC PN 10 DN 90 mm	ml	1 800	6 000	10 800 000				10 800 000	
F/P de PVC PN 10 DN63 mm	ml	1 350	4 000	5 400 000				5 400 000	
Robinet d'isolement									0
F/P de PVC PN 10 DN 63 mm	ml	270	4 000	1 080 000				1 080 000	
F/P de PVC PN 10 DN 50 mm	ml	180	3 000	540 000				540 000	
Construction des Abreuvoirs en Béton Armé de dimension de 2X1,5X0,5 m	U	18	250 000	4 500 000				4 500 000	
Fourniture et pose d'une fondation en béton armé pour château d'eau de 10 m ³ de volume	U	9	300 000	2 700 000				2 700 000	
Sous total III				59 420 000				750 000	60 170 000
1-3 Système de distribution									
Ensemble de tuyauterie en acier galvanisé DN63 permettant la connection du château d'eau à la canalisation PVC venant du système de pompage solaire incluant la conduite, les coudes, les accouplements galva / PVC DN80 (bride DN63 PN10 + bride type Maxiquick DN80 PN10)	U	9	200 000	1 800 000				1 800 000	
Ensemble de tuyauterie en acier galvanisé DN63 permettant la vidange du château d'eau, sa connection à la canalisation PVC de vidange incluant la conduite, les coudes, les accouplements galva / PVC DN80 (bride DN63 PN10 + bride type Maxiquick DN80 PN10)	U	9	200 000	1 800 000				1 800 000	
Ensemble de tuyauterie en acier galvanisé DN63 permettant la connection du château d'eau au réseau de distribution, sa connection à la canalisation PVC de distribution (bride DN63 PN10 + bride type Maxiquick DN80 PN10) incluant la conduite, les coudes	U	9	200 000	1 800 000				1 800 000	
Trop plein comprenant une conduite galvanisé et coudes DN63	U	9	75 000	675 000				675 000	
Alimentation entre système solaire et château d'eau en conduite PVC DN80 PN10 avec accouplement conduite galva DN50 de sortie forage et conduite PVC DN 80 (bride DN 50 PN10 + bride type Maxiquick DN80 PN10)	U	9	100 000	900 000				900 000	
F/P de canalisation PVC DN90 PN10 à joint automatique de type SOFO ou équivalent et accessoires (coudes, tés ...) pour distribution du réseau principal	MI	7200	3 000	21 600 000				21 600 000	

Exécution de tranchées de 2450 ml d'une profondeur de 90 cm et largeur de 50 cm	m3	1417,5	2 000	2 835 000				2 835 000	2 835 000
Construction d'une borne fontaine composée d'une aire assainie en béton armé y compris la borne centrale supportant les robinets de puisage de la borne fontaine (4 Rampes de 4 robinets)	U	36	300 000	10 800 000				10 800 000	10 800 000
Accessoires de robinetterie comprenant une vanne à tabernacle (collier de prise en charge DN80/dn40, vanne DN40, ensemble tabernacle et raccord pour galva DN40), un ensemble tuyaux galva DN40 + coudes, tés et raccord pour tuyaux galva DN 1 pouce, 16 robinets	U	72	290 000	20 880 000				20 880 000	20 880 000
Construction d'éléments préfabriqués servant pour les regards ou les chambres de vidange, de dimension 0,8m x 0,8m, épaisseur 0,1m et hauteur 0,5m	U	360	20 000	7 200 000				7 200 000	7 200 000
Construction de dalle de protection de 0,8m x 0,8m x 0,1m	U	72	100 000	7 200 000				7 200 000	7 200 000
DN60 à opercule caoutchouc à bride et deux brides type Maxiquick ou équivalent	U	72	75 000	5 400 000				5 400 000	5 400 000
Implantation des ouvrages et conduites, topographie, plans d'exécution et de récolement	U	9	100 000	900 000				900 000	900 000
Désinfection des équipements et du réseau	U	9	40 000	360 000				360 000	360 000
COUTS D'INSTALLATION	ff	9	200 000	1 800 000				1 800 000	1 800 000
Sous total système de distribution				85 950 000				85 950 000	85 950 000
SOUS TOTAUX INSTALLATION DES 9 SHAVM MIXTES				251 765 000				750 000	252 515 000
Activité 2: Tenue de 120 séances d'IEC/CCC pour la gestion durable des points d'eau									
Kit de sensibilisation	U	1	253 750	253 750				253 750	253 750
Frais participants causerie débat (120séanx25pers)	j	3 000	1 000	3 000 000				3 000 000	3 000 000
Sous total 2				3 253 750				-	3 253 750
Activité 3 : Aménagement de 9 étangs piscicoles									
Main d'œuvre (1persx 3js*9 étangs)	par jours	27	37 500	1 012 500				1000000	2 012 500
Location engin lourd	par jours	18	150 000	2 700 000					2 700 000
Frais transport porte char	par V	2	250 000	500 000					500 000
Conduite d'aménée de l'eau tuyauterie (7 barres x 9)	par barre	63	7 500	472 500					472 500
Matériels de pêche	par étang	9	51 000	459 000					459 000
Achat brouettes (2 brouettes x 9 étangs)	par UN	18	30 000	540 000					540 000
Achat pics (2x9 étangs)	par UN	18	3 000	54 000					54 000
Achat pelle (2x 9 étangs)	par UN	18	3 000	54 000					54 000
Pioche (2x9 étangs)	par UN	18	5 000	90 000					90 000
Achat charrettes et traction (1 x 9 étangs)	par UN	9	200 000	1 800 000					1 800 000

Sous total 3						7 682 000	-	1 000 000	8 682 000
Activités 4 : Formation de 400 personnes en maîtrise des techniques de pisciculture pendant 6 jours									
Honoraires facilitateur principal (1persx5js) par jour	par jour	5	50 000			250 000			250 000
Assistant formateur (3persx5js)	par jour	15	20 000			300 000			300 000
Supports formation	pers/Lot	400	2 000			800 000			800 000
Restauration (400persx5js)	par pers	2 000	2 500			5 000 000			5 000 000
Déplacement des participants (400 pers x 5 jours)	par pers/j	2 000	5 000			10 000 000			10 000 000
Sous total 4						16 350 000	-	-	16 350 000
Activité 5 : Construction de 9 magasins+3 metre									
Ciment de tonne	par UN	45	110 000			4 950 000			4 950 000
Tôle	par UN	225	6 000			1 350 000			1 350 000
Chevros 16m	par UN	144	1 500			216 000			216 000
Late 20 m	par UN	180	800			144 000			144 000
Pointes en kilogramme	par Kg	18	1 000			18 000			18 000
Porte 90 sur 2 m	par UN	59	32 500			1 917 500			1 917 500
Fênêtre 70/70	par UN	9	10 000			90 000			90 000
Main d'œuvre	par UN	9	60 000			540 000		1250000	1 790 000
Sous total 5						9 225 500	-	1 250 000	10 475 500
Activités 6: Approvisionnement en alevins et intrants									
Approvisionnement en alevins	par kg	3 150	400			1 260 000			1 260 000
Achat intrants en kilogramme	par kg	1 800	14 000			25 200 000			25 200 000
Sous total 6						26 460 000	-	-	26 460 000
Activité7: Traitements des alevins et alimentation pesées									
Achat produits sanitaires	forfait	1	500 000			500 000			500 000
Achat aliments	forfait	1	1 075 525			1 075 525			1 075 525
Frais de suivi médical (par 20mois)		20	50 000			1 000 000			1 000 000
Frais d'études techniques	par jours	14	50 000			700 000			700 000
Caisses	UN	9	25 000			225 000			225 000
Matériel de pêche	UN	9	80 000			720 000			720 000
Sous total 7						4 220 525	-	-	4 220 525
Activité 8 : Aménagement de 6,75 ha de perimetre maraicher par du grillage à proximité des bas-fonds									
Prestation main d'œuvre (étude et réalisation (Par j)(1pers x 10 js)	jour	10	50 000			500 000			500 000
Achat grillage (25roul x6,75 périm)	unité	169	30 000			5 062 500		1000000	5 062 500
Achat barres cornière (65 barr x 6,75pérm)	unité	439	6 500			2 851 875			2 851 875
Achat fils barbelé (20 roul x 6,75 périm)	unité	135	6 000			810 000			810 000

Achat ciment (10 sacs x 6,75 périm)	sac	68	6 000	405 000		405 000
Achat porte pour jardin (2 Portes x 6,75 périm)	unité	14	30 000	405 000		405 000
Transport matériels	forfait	1	250 000	250 000		250 000
Sous total 8				10 284 375	1 000 000	11 284 375
Activité 9 : Dotation en semence et petits matériels de 150 femmes au niveau des bas-fonds						
Achat semence (20gx50persX 6,75périm)	G	6 750	500	3 375 000		3 375 000
Arrosoirs	Unité	150	8 000	1 200 000		1 200 000
Seaux	Unité	150	3 000	450 000		450 000
Brouettes	Unité	75	30 000	2 250 000		2 250 000
Pics	Unité	150	3 000	450 000		450 000
pelles	Unité	150	3 000	450 000		450 000
Transport matériels	Forfait	1	250 000	250 000		250 000
Sous total 9				8 425 000	-	8 425 000
6 jours						
Frais consultants (1hx6js)	h/j	6	50 000	300 000		300 000
Location salle de formation (1salx6j)	j	6	20 000	120 000		120 000
Restauration (150 persx6js)	h/j	900	2 500	2 250 000		2 250 000
Frais déplacement des participantes (150 pers x6 jours)	Pers	900	5 000	4 500 000		4 500 000
Sous total 10.2				7 170 000	-	7 170 000
Activité 12: Mise en place de 9 comités des gestion des ouvrages (adduction d'eau, étangs piscicoles et surface maraiché) de 5 personnes par comité pendant 4 jours						
Frais consultants (1hommex 9 comités 4js)	h/j	36	50 000	1 800 000		1 800 000
Location salle de formation (1salx9 comités 4j)	j	36	20 000	720 000		720 000
Pauses déjeuner (5persx 9comités 4js)	h/j	180	2 500	450 000		450 000
Frais déplacement (5pers x 9 comités x4 jours)	Pers	180	5 000	900 000		900 000
Sous total 12				3 870 000	-	3 870 000
Total Produit 1				348 706 150	4 000 000	352 706 150
OBJECTIF SPECIFIQUE II : Assurer une meilleur disponibilité et exploitation des eaux de surface à travers le captage et l'aménagement des mares.						
Produit 2 Promotion d'ouvrages de gestion pour une meilleure utilisation d'eau de surface						
Activité 1 : Formation de 500 personnes en captage des eaux de pluie à partir du toit pendant 4 jours						
Restauration (500pers x 4 jours)	P	2 000	2 500	5 000 000		5 000 000
Déplacement (500 pers x 4 jrs)	P	2 000	5 000	10 000 000		10 000 000

Fourniture/ et matériel didactique	P	1 000	500	500 000				500 000
Matériel/matériaux	U	1	500 000	500 000				500 000
Honoraire formateur	P	4	30 000	120 000				120 000
Activité 2: Construction de 3 impluviums de capacité de 5 m3 en BA de diamètre 2,50m X 1,10m	U	3	500 000	1 500 000			1 000 000	2 500 000
Sous total 1				17 620 000			1 000 000	18 620 000
Activité 2 : Aménagement de 6 mares								
Main d'œuvre qualifiée (étude et réalisation) (1pers.x 10jx 6 villages)	h/j	60	50 000	3 000 000				3 000 000
Location engin lourd (1x10j)	j	10	150 000	1 500 000				1 500 000
Location porte Char pour transport engin lourd	Voyage	2	250 000	500 000				500 000
Main d'œuvre non qualifiée (15pers.x5jx6 mares)	h/j	450	15 000	6 750 000				6 750 000
Achat de matériels d'ouvrage								
Achat brochettes (4x6 villages)	Unité	24	30 000	720 000				720 000
Achat pics (4x 6villages)	Unité	24	3 000	72 000				72 000
Achat pelle (4x 6 villages)	Unité	24	3 000	72 000				72 000
Pioche (4x 6 villages)	Unité	24	5 000	120 000				120 000
Achat charrette et traction	Unité	6	200 000	1 200 000				1 200 000
Sous total 2				13 934 000				13 934 000
Activité 3: Mise en place de 6 comités de gestion des mares de 5 personnes par comité pendant 4 jours								
Frais consultants (1homex6 comitésx4j)	h/j	24	50 000	1 200 000				1 200 000
Location salle de formation (1salx6 comitésx4j)	j	24	20 000	480 000				480 000
Pauses déjeuné (5persx6 comitésx4j)	h/j	120	2 500	300 000				300 000
Frais déplacement (5 persx6 comités x 4)	Pers	120	5 000	600 000				600 000
sous total 3				2 580 000				2 580 000
Total produit 2				34 134 000				35 134 000
Budget total des activités du programme				382 840 150		0	5 000 000	387 840 150
II. Frais de gestion de la coordination (23%)								
2.1 Lancement du projet								
Couverture médiatique	forfait	1	500 000	500 000				500 000
Prise en charge des invités (20 pers x 3 communes)	par pers	60	10 000	600 000				600 000
Déplacement des invités	par pers	60	5 000	300 000				300 000
Raffraichissants	forfait	1	200 000	200 000				200 000
Production des supports	forfait	1	235 000	235 000				235 000
Sous total lancement				1 835 000				1 835 000
2.2 Charge de personnel								
Salaire Coordinateur (1 agent)	par mois	24	350 000	8 400 000				8 400 000
Salaire animateurs (2 agents)	par mois	48	300 000	14 400 000				14 400 000

Salaire Directeur (1)	par mois	24	200 000	4 800 000			4 800 000
Salaire comptable (1)	par mois	24	170 000	4 080 000			4 080 000
Salaire Secrétaire comptable (1)	par mois	24	150 000	3 600 000			3 600 000
Indemnité de précarité (2,5% des bruts totaux) par an		2	882 000	1 764 000			1 764 000
Charges sociales		24	175 000	4 200 000			4 200 000
Sous/Total charges du personnel.				41 244 000	-	-	41 244 000
2.2 Achat matériel roulant							
Achat motos et accessoires animateurs (2)	moto	3	800 000	2 400 000			2 400 000
Achat motos et accessoires Coordinateur (1)	moto	1	800 000	800 000			800 000
Sous total matériel roulant				3 200 000	-	-	3 200 000
2.3 Fonctionnement matériel roulant							
Achat de carburant et entretien des motos des 3 agents	moto	72	90 000	6 480 000			6 480 000
Assurances et vignettes	U	6	40 000	240 000			240 000
Sous total fonctionnement matériel roulant				6 720 000	-	-	6 720 000
2.4 Equipements de bureau							
Imprimante		1	300 000	300 000			300 000
Ordinateur Portable		1	350 000	350 000			350 000
Photocopieuse		1	750 000	750 000			750 000
Appareil photo numérique		3	175 000	525 000			525 000
Sous total Equipement bureau				1 925 000	-	-	1 925 000
2.5 Fonctionnement bureau							
Location siège	par mois	24	200 000	4 800 000			4 800 000
Communication (téléphone , internet)		24	175 000	4 200 000			4 200 000
Contribution factures d'eau et d'électricité	par mois	24	50 000	1 200 000			1 200 000
Fournitures de bureau	par mois	24	175 000	4 200 000			4 200 000
Déplacement local (3 personnes x 24 mois)		72	45 000	3 240 000			3 240 000
Equipement et matériels de Bureau		1	1 456 850	1 456 850			1 456 850
Sous total Fonctionnement bureau				19 096 850	-	-	19 096 850
2.5 Suivi							
2.5.1 Suivi conjoint de la direction du consortium et la DRH par semestre							
Suivi alloué à la DRH (conjoints avec le consortium)							
Perte responsable (4 pers x 4 jours x4 semestres)		64	50 000	3 200 000			3 200 000
Hébergement (4 persx3 nuités x 4 semestres)		48	10 000	480 000			480 000
Location véhicule 1vx 4 jours x 4 semestres		16	50 000	800 000			800 000
Carburant suivi (200lx 4 semestres x 1véh)		800	682	545 600			545 600

Suivi direction (conjoints avec la DRH)										
Perdiem responsable (4 pers x 4 jours x4 semestres)			64	50 000	3 200 000				3 200 000	0
Hébergement (3 persx4 nuités x 4 semestres)			48	10 000	480 000				480 000	
Location véhicule 1vx 4 jours x 4 semestres			16	50 000	800 000				800 000	
Carburant suivi (200lx 4 semestres x 1véh)			800	682	545 600				545 600	
Sous total suivi conjoint					10 051 200				10 051 200	
2.5.2 Suivi de la direction du consortium par trimestre										
Perdiem responsable (4 pers x4 jours x 8 trimestres)			128	50 000	6 400 000				6 400 000	
Hébergement (4 pers x 4 nuités x 8 trimestres)			128	10 000	1 280 000				1 280 000	
Location véhicule 1v x 5 jours x 8 trimestres			40	50 000	2 000 000				2 000 000	
Carburant suivi (200lx 8 trimestresx1véh)			1600	682	1 091 200				1 091 200	
Sous total					10 771 200				10 771 200	
2.5.3 Suivi du service de l'agriculture , l'élevage et de la pêche par semestre										
Perdiem responsable (3 pers x 3 jours x 4 semestres)			36	50 000	1 800 000				1 800 000	
Hébergement (3 pers x3 jours x 4 semestres)			36	10 000	360 000				360 000	
Location véhicule 1v x 3 jours x 4 semestres			12	50 000	600 000				600 000	
Carburant suivi (200lx 4 semestres x1véh)			800	682	545 600				545 600	
Sous total suivi du service					3 305 600				3 305 600	
2.6 Communication										
Tenne Emissions radios (4 X24mois)		émis	96	10 000	960 000				960 000	
Campagnes de sensibilisations (2camp.x 8 trimestres)		Camp	16	30 000	480 000				480 000	
Sous total communication					1 440 000				1 440 000	
2.7 Atelier de partage des résultats										
Frais consultants (1hx4js)		par j	4	50 000	200 000				200 000	
Location salle de formation (1salx4j)		par j	4	30 000	120 000				120 000	
Pauses déjeunés (75persx4js)		par j	300	10 000	3 000 000				3 000 000	
Frais de déplacement des participants (75pers)		par pers	75	20 000	1 500 000				1 500 000	
Location vidéo projecteur (1x4js)		par j	4	30 000	120 000				120 000	
Supports formation (75pers.)		par pers	75	5 000	375 000				375 000	
Rapportage			1	100 000	100 000				100 000	
Sous total Atelier de partage des résultats					5 415 000				5 415 000	
2.8 Evaluation finale										
Perdiem évaluateur (5pers x10jours)		par jour	50	50 000	2 500 000				2 500 000	
Location véhicule 10 jours		par jour	10	50 000	500 000				500 000	
Carburant véhicule		litre	1 200	680	816 000				816 000	

Rapport d'évaluation final		1	100 000	100 000	100 000				100 000
Sous total Evaluation finale					3 916 000				3 916 000
2.8.1 Etude de base et Capitalisation									
Etudes de base	par jour	5	250 000		1 250 000				1 250 000
2.8.2 Capitalisation									
Frais consultants (1hx3js)	par j	3	40 000		120 000				120 000
Location salle de formation (1salx3j)	par j	3	30 000		90 000				90 000
Pauses déjeunés (75persx3js)	par j	225	10 000		2 250 000				2 250 000
Frais de déplacement des participants (75pers)	par pers	75	15 000		1 125 000				1 125 000
Location vidéo projecteur (1x3js)	par j	5	30 000		150 000				150 000
Supports formation (75pers.)	par pers	75	5 000		375 000				375 000
Rapportage		1	75 000		75 000				75 000
Sous total Etude de base et capitalisation					5 435 000				5 435 000
Total frais de gestion ONG					114 354 850				114 354 850
Total Général en F CFA					497 195 000			5 000 000	502 195 000
Total Activités ONG (70%)					348 036 500				351 536 500
Total frais de gestion ONG (23%)					114 354 850				115 504 850
Assistance technique UNICEF							31 800 000		31 800 000
Frais gestion de l'UNICEF (7%)					34 803 650				35 153 650
COUT TOTAL DU PROGRAMME (F CFA)					497 195 000			31 800 000	533 995 000
Total Général en dollar US (taux d'échange lus=500 F CFA)									
Total Activités (70%)					696 073				696 073
Total frais de gestion ONG (23%)					228 710				228 710
Assistance technique UNICEF							63 600		63 600
Frais gestion de l'UNICEF					69 607				69 607
COUT TOTAL DU PROGRAMME (DOLLARD USD)					994 390			63 600	1 057 990

